

TREUHAND | EXPERTEN
EXPERTS | FIDUCIAIRE

JAHRESBERICHT 2016
RAPPORT ANNUEL 2016

TREUHAND
FIDUCIAIRE | SUISSE

INHALT | CONTENU

5	Editorial Editorial
9	TREUHAND SUISSE – Ihr Berufsverband FIDUCIAIRE SUISSE – Votre association professionnelle
10	Was wir tun Nos activités
13	Kerngeschäfte 2015/16 Activités principales 2015/16
14	Bildung Formation
16	Fachfragen Questions techniques
22	Branchenentwicklung und Qualitätssicherung Evolution de la branche et assurance qualité
24	Lobbying und Politik Lobbying et Politique
28	Kommunikation Communication
31	Verband Association
32	Zentralvorstand Comité central
34	Geschäftsleitung Direction
36	Geschäftsstelle Bureau exécutif
38	Standeskommission Commission de déontologie
40	Selbstregulierungsorganisation (SRO) Organisme d'autorégulation (OAR)



EDITORIAL

SEHR GEEHRTE LESERIN, SEHR GEEHRTER LESER

Wir haben ein bewegtes Jahr hinter uns. TREUHAND|SUISSE ist in vielen Belangen weiter gekommen und hat viel erreicht. Allem voran gestellt liegt es mir besonders am Herzen für Sie, liebe Mitglieder, mit einem erprobten und erfahrenen Team im Einsatz zu stehen und gemeinsam einen Mehrwert für uns als Branchenmitglieder, aber auch als Unternehmerinnen und Unternehmer zu generieren. Auf einige wichtige Meilensteine des vergangenen Geschäftsjahres möchte ich kurz eingehen:

- Im Schulterschluss der Branche ist es uns gelungen, die unausgegorene Weisung «Anforderungen an die Revisionsstelle» der Oberaufsichtskommission Berufliche Vorsorge (OAK BV) zu verhindern. Wir konnten schliesslich erreichen, dass wir uns nun bei der Überarbeitung konkret einbringen und die Interessen unserer Mitglieder vertreten können.
- Ein wichtiger Meilenstein war die gemeinsame Herausgabe des Schweizer Standards zur Eingeschränkten Revision zusammen mit EXPERTsuisse. Die beiden Verbände haben somit erneut für einen einheitlichen Branchenstandard gesorgt und tragen den Bedürfnissen der Treuhandunternehmen wie auch deren Kunden Rechnung.
- Mit der neuen Website von TREUHAND|SUISSE sorgen wir nicht nur für einen zeitgemässen und CI/CD-treuen Auftritt im Internet, auch die Handhabung ist übersichtlich und klar.
- TREUHAND|SUISSE hat sich in der «allianz denkplatz schweiz» mit anderen Organisationen verbunden, um sich für zeitgemäss arbeitsgesetzliche Rahmenbedingungen und verantwortungsvolle Arbeitskulturen einzusetzen.
- In der Romandie ist es uns gelungen, das Weiterbildungsangebot wieder zu vervollständigen. Zusammen mit dem Centre Patronal konnte der Lehrgang für Treuhandexperten wieder lanciert werden.

CHÈRES LECTRICES, CHERS LECTEURS,

Nous avons connu une année mouvementée. FIDUCIAIRE|SUISSE a progressé dans de nombreux domaines et beaucoup de choses ont été réalisées. Il me tient avant tout particulièrement à cœur, chers membres, de m'engager pour vous avec le soutien d'une équipe chevronnée et, ensemble, de générer une plus-value pour vous en qualité de membres du secteur, mais aussi en tant qu'entrepreneuses et entrepreneurs. Cela dit, je voudrais revenir sur quelques événements importants de l'exercice écoulé.

- En faisant front commun avec l'ensemble du secteur, nous avons réussi à nous opposer à la directive prématuée de la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle (CHS PP) relative aux «Exigences posées à l'organe de révision». Nous sommes finalement parvenus à nous impliquer concrètement dans la refonte de cette directive et à défendre les intérêts de nos membres.
- La publication, ensemble avec EXPERTsuisse, de la norme suisse commune relative au contrôle restreint a constitué une étape importante. Les deux associations ont ainsi de nouveau établi une norme commune à l'ensemble de la branche et tenu compte aussi bien des besoins des entreprises fiduciaires que de ceux de leurs clients.
- Grâce au nouveau site Internet de FIDUCIAIRE|SUISSE, notre présentation sur la toile a été modernisée conformément à notre concept CI/CD, alors que la navigation est désormais rapide et précise.
- FIDUCIAIRE|SUISSE a rejoint d'autres organisations au sein de «alliance réflexion suisse» dans le but de s'engager en faveur d'une législation moderne sur le travail et d'une culture du travail responsable.
- En Suisse romande, nous sommes parvenus à compléter notre offre sur le plan de la formation continue. Le programme de formation d'expert fiduciaire a été relancé en collaboration avec le Centre Patronal.

• Dank Ihrer Teilnahme dient die alle fünf Jahre durchgeführte Betriebs- und Salärumfrage einer Aktualisierung unserer Mitgliederinformationen. Sie stellt nach wie vor ein strategisch wichtiges Instrument dar, um Sie auch in Zukunft noch besser unterstützen zu können.

- Persönliche politische Einflussnahme zu Gunsten der Unternehmenssteuerreform III und der gesetzlichen Verankerung der eingeschränkten Revision.

Wichtig ist mir aber auch das Bewusstsein über zukünftige Herausforderungen. So ist sich TREUHAND|SUISSE der zunehmenden Digitalisierung unserer Branche bewusst und will sich dieser neuen Herausforderung proaktiv stellen. Zu diesem Zweck hat TREUHAND|SUISSE die Arbeitsgruppe «Future» ins Leben gerufen, welche für dieses Schlüsselthema entscheidungsreife Grundlagen zu Handen der Organe und der Sektionen vorbereiten wird.

«Wenn der Wind der Veränderung weht, bauen die einen Mauern und die anderen Windmühlen» (Chinesisches Sprichwort). Nutzen wir also diesen Wind, um unsere Branche in eine erfolgreiche Zukunft zu führen. Herzlichen Dank für Ihre Treue und Ihr Engagement.



Daniela Schneeberger
Zentralpräsidentin

• Grâce à votre participation, le sondage sur l'entreprise et les salaires effectué tous les cinq ans sert à actualiser nos informations sur nos membres. Il constitue toujours un instrument stratégique important qui doit nous permettre de vous soutenir toujours mieux, à l'avenir également.

- Intervention personnelle, au plan politique, en faveur de la réforme de l'imposition des entreprises III et de l'ancrage dans la loi du contrôle restreint.

Mais il est aussi important pour moi de prendre conscience des défis à venir. FIDUCIAIRE|SUISSE est ainsi consciente de la numérisation croissante qui se développe dans notre secteur et entend relever proactivelement ce nouveau défi. FIDUCIAIRE|SUISSE a constitué à cet effet le groupe de travail «Future» qui doit élaborer les bases d'une décision sur ce sujet-clé à l'intention des organes et des sections de notre association.

«Lorsque le vent du changement souffle, les uns bâtent des murs et les autres des moulins à vent» (proverbe chinois). Profitons donc de ce vent pour engager notre branche dans un avenir prometteur. Je vous remercie chaleureusement de votre fidélité et votre engagement.



Daniela Schneeberger
Présidente centrale



TREUHAND | SUISSE –
IHR BERUFSVERBAND

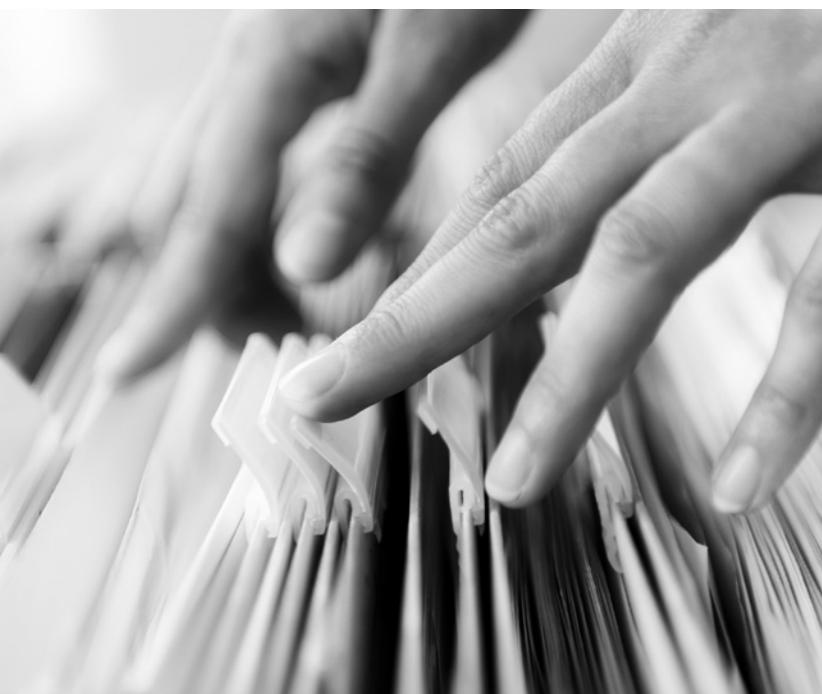
FIDUCIAIRE | SUISSE – VOTRE
ASSOCIATION PROFESSIONNELLE

WAS WIR TUN

TREUHAND|SUISSE ist in zwölf Sektionen aufgeteilt. Die Sektionen sind regional verwurzelt und handeln auf lokaler Ebene eigenständig. TREUHAND|SUISSE bietet Ihnen, auf Ihre Bedürfnisse zugeschnitten und Ihre regionalen Fachthemen betreffend, ein Netzwerk, Weiterbildung und entsprechende Unterstützung. So hat TREUHAND|SUISSE ein gutes Verhältnis zu Interessenspartnern und pflegt intensive Kontakte mit Finanzinstituten, Behörden, Politik sowie mit Gewerbe, Arbeitgebern und Unternehmensverbänden. Gemeinsam engagieren wir uns für Bildung, Qualitätssicherung, Branchenentwicklung, Lobbyarbeit und Public Relations. Durch vielfältige Dienstleistungen, von denen alle TREUHAND|SUISSE Mitglieder profitieren, sichern wir die Zukunft des Verbandes.

Wir unterstützen Sie:

- Wir bündeln gemeinsame Interessen und vertreten diese gegen aussen.
- Wir unterstützen, fördern oder informieren über jegliche Entwicklungen, die direkt oder indirekt mit dem Treuhand-, Steuer- oder Revisionswesen zu tun haben.
- Wir bieten Arbeitshilfen, Vorlagen und Musterdokumente sowie Ratgeber, Informationsbroschüren und Bücher.
- Wir bieten eine elektronische Anmeldung, Verwaltung und Kontrolle der Weiterbildung für Mitglieder.



NOS ACTIVITÉS

FIDUCIAIRE|SUISSE est structurée en douze sections. Les sections sont ancrées dans les régions et opèrent en toute autonomie au plan local. Pour répondre parfaitement à vos besoins et vos thèmes régionaux spécifiques, FIDUCIAIRE|SUISSE vous offre un réseau, une offre de formation continue et une assistance dédiée. FIDUCIAIRE|SUISSE entretient de bonnes relations avec ses partenaires et des contacts étroits avec les établissements financiers, les autorités, les acteurs de la politique et de l'artisanat, les employeurs ainsi que les groupements d'entreprise. Ensemble, nous nous investissons dans la formation, l'assurance qualité, le développement sectoriel, le lobbying et les relations publiques. Par les services variés dont bénéficient tous les membres de FIDUCIAIRE|SUISSE, nous assurons l'avenir de l'association.

Nous vous prêtons main forte:

- nous mutualisons les intérêts communs et les représentons vis-à-vis de l'extérieur;
- outre notre activité de soutien et de promotion, nous communiquons des informations sur tous les développements ayant directement ou indirectement trait au système fiduciaire, fiscal ou d'audit;
- nous fournissons supports de travail, modèles et documents types ainsi que guides, brochures d'information et livres;
- nous offrons aux membres inscription électronique, gestion et contrôle de la formation continue.

Nous vous plaçons au cœur de notre réseau:

- nous favorisons les échanges entre les sections;
- nous offrons une fonctionnalité en ligne simple de recherche d'experts et d'experts fiduciaires qualifiés et diplômés;
- l'entretien des relations avec les autorités et l'échange d'expériences avec les universités, les hautes écoles spécialisées et les établissements d'enseignement supérieur nous tiennent à cœur;
- nous proposons des groupes pour procéder à ces échanges.

Nous assurons votre formation continue:

- les sections de FIDUCIAIRE|SUISSE proposent une offre de formation continue étendue;
- la Schweizerische Treuhänder Schule STS et le Schweizerische Treuhandinstitut sont des établissements de FIDUCIAIRE|SUISSE;
- nous promouvons les formations initiales et continues nécessaires à l'exercice du métier d'expert fiduciaire;

Wir vernetzen Sie:

- Wir fördern den Erfahrungsaustausch unter den Sektionen.
- Wir bieten eine einfache online Suche nach qualifizierten und geprüften Treuhänderinnen und Treuhändern.
- Die Kontaktpflege mit Behörden und der Erfahrungsaustausch mit Universitäten, Fachhochschulen und Institutionen der höheren Berufsbildung sind uns wichtig.
- Wir bieten Gruppen zum Erfahrungsaustausch an.

Wir bilden Sie weiter:

- Die Sektionen von TREUHAND|SUISSE bieten ein breites Weiterbildungsangebot an.
- Die Schweizerische Treuhänder Schule STS und das Schweizerische Treuhand-Institut sind Institutionen von TREUHAND|SUISSE.
- Wir fördern die für die Ausübung des Treuhänderberufes notwendigen Aus- und Weiterbildungen.
- Wir bieten öffentlich zugängliche, elektronische Informationen zum Treuhand-, Steuer- und Revisionswesen und zum Bildungsangebot der Branche.

Wir stellen für Sie Standesregeln und Qualität sicher:

- Die Selbstregulierungsorganisation (SRO) TREUHAND|SUISSE ist die einzige Branchen-SRO im Treuhandbereich.
- TREUHAND|SUISSE verfügt über eigene Standesregeln.
- Unsere Standeskommision kontrolliert und beurteilt allfällige Verstöße.
- Die Marke TREUHAND|SUISSE steht für Seriosität, Integrität und erwiesene Kompetenz.

Wir stehen für Sie ein:

- Wir stehen für das Schaffen von Einrichtungen und Rahmenbedingungen, welche die Berufsausübung erleichtern, ein.
- Wir festigen das ausgezeichnete Renommee der TREUHAND|SUISSE Treuhänderinnen und Treuhänder bei allen Interessengruppen.
- Wir engagieren uns auf dem politischen Parkett für Sie.
- Wir nehmen Einfluss bei wichtigen gesetzlichen Vorlagen und pflegen engen Kontakt zu Schlüsselämtern in der Verwaltung.



- nous offrons des informations électroniques accessibles à tous sur le système fiduciaire, fiscal et d'audit ainsi que sur l'offre de formation dans ce secteur.

Nous garantissons code de déontologie et qualité:

- l'Organisme d'autorégulation (OAR) de FIDUCIAIRE|SUISSE est le seul OAR sectoriel dans le domaine fiduciaire;
- FIDUCIAIRE|SUISSE dispose de son propre Règlement de déontologie;
- notre Commission de déontologie contrôle et évalue les éventuelles violations;
- la marque FIDUCIAIRE|SUISSE est synonyme de sérieux, d'intégrité et de compétence éprouvée.

Nous portons garants pour vous:

- nous nous portons garants pour la création d'installations et de conditions cadres qui facilitent l'exercice de la profession;
- nous confortons l'excellente renommée dont jouissent les experts et experts fiduciaires de FIDUCIAIRE|SUISSE auprès de tous les groupes d'intérêt;
- nous défendons vos intérêts sur la scène politique;
- nous prenons position dans tous les projets de loi importants et cultivons des relations étroites avec les services clés de l'administration.



KERNGESCHÄFTE 2015/16

ACTIVITÉS PRINCIPALES 2015/16

BILDUNG

Bildungsthemen sind heute allgegenwärtig; kaum ein Tag vergeht, ohne dass die Medien darüber berichten und sich die Politik mit Bildungsfragen beschäftigt.

Auch in der Treuhandbranche sind Bildungsthemen vielfältig und haben verschiedene Ausprägungen. Aus der Sicht des Verbandes waren im Geschäftsjahr folgende interne und externe Bildungsschwerpunkte bedeutsam:

Interne Bildungsthemen

Die vormalige Strategie sah vor, die Bildung zu zentralisieren; die Bildungsangebote sollten «aus einer Hand» erbracht werden. Mit der Neustrukturierung des Verbandes nahm die neu eingesetzte Bildungskommission Abstand von den Bestrebungen einer strikten Zentralisierung.

Im Bereich der Weiterbildung sollen die Sektionen weiterhin regional eigenverantwortlich sein. Gleichzeitig wurde jedoch erkannt, dass sich die verschiedenen Weiterbildungsangebote teilweise konkurrieren und die Verbandsmitglieder verunsichern. Die Angebote sollen untereinander besser abgestimmt werden und für alle Sektionen in der Schweiz zugänglich sein, um Synergien zu nutzen. Hierfür wird eine Bildungsplattform geschaffen, die Bildungsangebote koordiniert und austauscht.

Ausbildungsaktivitäten – v. a. auf der Sachbearbeiter-, Fachausweis- und Expertenstufe – sowie übergreifende Bildungsthemen sollen von den Schulungsinstitutionen des Verbandes erbracht werden: in der Deutschschweiz von der STS Schweizerische Treuhänder Schule AG und in der Romandie von der neu gegründeten «Formation FIDUCIAIRE|SUISSE Romandie Sàrl». Mit dem Centre Patronal konnte in der Westschweiz ein namhafter Partner gefunden werden, welcher die Koordinations- und Sekretariatsfunktionen wahrt. Geplant ist ein reger Austausch der Schulungsaktivitäten zwischen Deutsch- und Westschweiz.

Die STS Schweizerische Treuhänder Schule AG hat sich in den letzten Monaten intensiv mit neueren Anforderungen im Bereich der Bildung auseinandergesetzt. Die Anstrengungen mündeten im Projekt TREUHAND|CAMPUS, welches in den Bereichen der Aus- und Weiterbildung vielversprechende Perspektiven aufzeigt.

FORMATION

Aujourd’hui, les thèmes touchant à la formation sont omniprésents; il ne se passe pratiquement pas un jour sans que les médias s’en fassent l’écho et que la politique débatte de ces questions.

Dans le secteur fiduciaire aussi, les thèmes concernant la formation sont multiples et prennent différentes formes. De l’avis de l’association, les thèmes de formation internes et externes importants ont été les suivants durant l’exercice:

Thèmes de formation internes

L’ancienne stratégie visait à centraliser la formation en vue de réaliser les offres de formation «d’un seul tenant». Suite à la restructuration de l’association, la commission de formation nouvellement constituée a renoncé aux efforts de stricte centralisation.

Dans le domaine de la formation continue, les sections doivent garder leur autonomie sur le plan régional. Toutefois, on s’est aperçu que les différentes offres de formation continue se font en partie concurrence, ce qui crée la confusion chez les membres de l’association. Il est donc important de mieux les harmoniser entre elles et de les rendre accessibles à toutes les sections en Suisse afin d’exploiter des synergies. À cette fin, une plate-forme va être créée pour coordonner et échanger les offres de formation.

Les activités de formation – entre autres aux niveaux collaborateur technique, brevet fédéral et expert – ainsi que les thèmes de formation généraux seront pris en charge par les instituts de formation de l’association: en Suisse alémanique par la STS Schweizerische Treuhänder Schule AG, et en Suisse romande par «Formation FIDUCIAIRE|SUISSE Romandie Sàrl» nouvellement fondée. En Suisse romande, Centre Patronal, partenaire renommé, s’occupe des fonctions de coordination et de secrétariat. Il est prévu d’organiser de nombreux échanges entre les activités de formation de Suisse alémanique et de Suisse romande.

Durant les derniers mois, STS Schweizerische Treuhänder Schule AG a étudié en détail les nouvelles exigences en matière de formation. Ce travail de réflexion a abouti au projet «TREUHAND|CAMPUS» qui ouvre des perspectives prometteuses dans les domaines de la formation initiale et continue.



Externe Bildungsthemen

Ein Verband, welcher seine Mitglieder in quasi allen Lebenslagen adäquat mit Bildungsangeboten begleiten will, ist auf verschiedensten Ebenen gefordert:

Er hat sich um Belange der Lehrlingsausbildung zu kümmern und dafür zu sorgen, dass junge Menschen den Weg in die Treuhandbranche finden. Die OKGT (Organisation kaufmännische Grundbildung Treuhand) nimmt sich dieser Anliegen an. Mit der neu erarbeiteten Strategie sowie einem vermehrten Einbringen der Interessen und Bedürfnisse von TREUHAND|SUISSE sollte es gelingen, der «Treuhändlehre» in der Öffentlichkeit vermehrt Beachtung zu schenken.

Auf Stufe Fachausweis und Experten wurden im Hinblick auf die angestrebte NQR-Einstufung die beiden Berufsbilder klarer strukturiert und voneinander abgegrenzt. Diese Fokussierung wird sich in den entsprechenden Prüfungswegeleitungen und damit in der Ausbildung der beiden Berufsausprägungen niederschlagen.

Um die Bildungsbedürfnisse unserer Mitglieder besser zu eruieren, werden in einer breit angelegten Marktforschung, welche in Zusammenarbeit mit DemoSCOPE durchgeführt wird, auch bildungsrelevante Themen erforscht. Die Resultate der Marktforschung sollen nicht nur helfen, den Verband klarer zu positionieren und kundenseitige Bedürfnisse herauszuschälen, sondern auch im Bereich der Aus- und Weiterbildung Tendenzen aufzuzeigen.

Robert Portmann, Leiter Ressort Bildung

Thèmes de formation externes

Une association qui entend accompagner ses membres de manière adéquate, par des offres de formation, dans pratiquement toutes les situations, doit satisfaire à des exigences multiples:

Elle doit s’occuper des questions de formation des apprentis et faire en sorte que des jeunes s’orientent vers le secteur fiduciaire. L’Organisation pour la formation commerciale fiduciaire (OFCF) est chargée de cette mission. La redéfinition de la stratégie et la plus grande communication sur les intérêts et les besoins de FIDUCIAIRE|SUISSE devraient permettre d’accroître la visibilité de l’«apprentissage fiduciaire» auprès du public.

Aux niveaux brevet fédéral et expert, les profils des deux professions ont été plus clairement structurés et délimités dans l’espérance d’une classification dans le CNC. Cette focalisation va se répercuter dans les règlements d’examen correspondants et, partant, dans la formation de ces deux orientations professionnelles.

Afin de mieux déterminer les besoins en formation de nos membres, une vaste étude de marché, menée conjointement avec DemoSCOPE, va explorer des thèmes touchant à la formation. Les résultats de l’étude de marché doivent non seulement aider l’association à clarifier son positionnement et à identifier les besoins des clients, mais aussi à faire ressortir les tendances dans le domaine de la formation initiale et continue.

Robert Portmann, responsable ressort Formation

FACHFRAGEN

Durch die 2015 umgesetzte Zusammenführung der drei Fachinstitute von TREUHAND|SUISSE im Resort Fachfragen werden deren Kräfte besser gebündelt. Die Institute agieren weiterhin eigenständig, profitieren aber von verstärkter Koordination und grösserer Nähe zur Geschäftsleitung.

Institut Steuern

Aktuelle Themen und Vernehmlassungen

Die Mitglieder des Instituts Steuern haben sich im Geschäftsjahr 2015/2016 zu zwei Sitzungen getroffen. Aufgrund der Aktualität standen die Themen Unternehmenssteuerreform, Verrechnungssteuer und FABI (private Nutzung von Geschäftsfahrzeugen) im Vordergrund. Ein weiteres Schwerpunkt- und gewissermassen auch Dauerthema: die Revision der Mehrwertsteuer.

Auch zu Vernehmlassungsvorlagen waren die Einschätzungen und Empfehlungen des Instituts Steuern gefragt:

- Bundesgesetz über die steuerliche Behandlung finanzieller Sanktionen (Umsetzung der Motion 14.3450 Luginbühl)
- Änderung des Bundesgesetzes über die Harmonisierung der direkten Steuern der Kantone und Gemeinden (Umsetzung der Motion 13.3728 Fulvio Pelli)
- Bundesgesetz über die Besteuerung land- und forstwirtschaftlicher Grundstücke (Umsetzung der Motion 12.3172 Müller Leo)
- Änderung des Steueramtshilfegesetzes (gestohlene Daten)



QUESTIONS TECHNIQUES

Le regroupement des trois instituts techniques de FIDUCIAIRE|SUISSE dans le secteur Questions techniques en 2015 permet de mieux mutualiser leurs ressources. Les instituts continuent d'opérer en toute autonomie tout en profitant de la coordination renforcée et d'une plus grande proximité avec la direction.

Institut fiscalité

Thèmes et consultations actuels

Au cours de l'exercice 2015/2016, les membres de l'Institut Fiscalité se sont rencontrés à l'occasion de deux réunions. Compte tenu de l'actualité, les thèmes de la réforme de l'imposition des entreprises, de l'impôt anticipé et du FAIF (financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire) ont occupé le devant de la scène. Un autre thème prioritaire, et en quelque sorte permanent, est la révision de la taxe sur la valeur ajoutée.

Les évaluations et recommandations de l'Institut Fiscalité au sujet de projets de consultation ont également été sollicitées:

- loi fédérale sur le traitement fiscal des sanctions financières (mise en œuvre de la motion 14.3450 Luginbühl);
- modification de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (mise en œuvre de la motion 13.3728 Fulvio Pelli);
- loi fédérale sur l'imposition des immeubles agricoles et sylvicoles (mise en œuvre de la motion 12.3172 Müller Leo);
- modification de la loi sur l'assistance administrative fiscale (données volées).

Fachwissen und Standpunkte einbringen

Stellvertretend für TREUHAND|SUISSE nimmt das Institut Steuern in Gremien Einstiz: In der Kommission Finanzen/Steuern des Schweizerischen Gewerbeverbandes und in der Trägerorganisation für die Steuerexpertenprüfung. Ferner unterstützt es auch die Organe von TREUHAND|SUISSE in Steuerfragen.

SIFER – Schweizerisches Institut für die eingeschränkte Revision

Weiterbildung als Schwerpunkt

Die Vermittlung von Fachwissen gehört zu den Kernaufgaben des SIFER, der Diskussionsbedarf ist gross. Es gilt, Fragen wie Unabhängigkeit, Berichterstattung, Qualitätssicherungssystem, punktuelle Prüfungen oder auch haftungsrechtliche Überlegungen im Revisionsrecht zu vertiefen. Als wichtigste Plattformen dienten im Geschäftsjahr 2015/2016 die «SIFER-Road-Show» (Weiterbildungshalbtage zu ausgewählten Fachthemen) sowie der Zertifikatslehrgang «Die eingeschränkte Revision».

Parlamentarische Initiative Schneeberger

Gefragt war der Einsatz des SIFER auch im Zusammenhang mit der parlamentarischen Initiative (15.472. KMU taugliche Lösung sichern. Eingeschränkte Revision zum Schutz unserer KMU verweisenden), die unsere Präsidentin in der Sommersession 2015 eingereicht hat. Sie soll der Tendenz Einhalt gebieten, die Anforderungen an die eingeschränkte Revision ständig zu erhöhen und sie schleichend an die ordentliche Revision anzuleichen. Dieser politische Vorstoß soll durch einfache aber präzise Gesetzesergänzungen klare Spielregeln vorgeben. Das Ziel: Die eingeschränkte Revision soll für die KMU auch in Zukunft einfach und effizient sein.

Neuer, branchenweiter Standard SER 2015

Im Berichtsjahr schloss das SIFER zudem die Arbeiten am neuen Standard zur eingeschränkten Revision ab. Auf den 1. Januar 2016 konnten die beiden Berufsverbände TREUHAND|SUISSE und EXPERTSuisse unter der Bezeichnung «SER 2015» einen gemeinsamen Standard lancieren. Der neue Branchenstandard gilt für die eingeschränkte Revision von Jahresrechnungen für Perioden, die am 31. Dezember 2015 oder danach enden und ist für sämtliche Verbandsmitglieder verbindlich.



Expertise et conseils

En qualité de représentant de FIDUCIAIRE|SUISSE, l'Institut Fiscalité siège dans des comités: dans la commission Finances/Impôts de l'Union suisse des arts et métiers et dans l'Organisation faîtière pour l'examen professionnel supérieur d'expert fiscal. Par ailleurs, il soutient également les organes de FIDUCIAIRE|SUISSE en matière fiscale.

ISCOR – Institut suisse pour le contrôle restreint

La formation continue, une priorité

La transmission des connaissances spécialisées étant une des missions principales de l'ISCOR, un grand nombre de points doivent être débattus. Il s'agit d'approfondir, dans le droit de la révision, les questions telles que l'indépendance, les règles de présentation des comptes, le système d'assurance qualité, les audits ponctuels ou encore des réflexions sur le droit de la responsabilité. Durant l'exercice 2015/2016, les principales plates-formes ont été le «Road-Show ISCOR» (Demi-journées de formation continue sur des thèmes techniques spécifiques) ainsi que le cours de certificat «Le contrôle restreint».

Initiative parlementaire Schneeberger

L'intervention de l'ISCOR a également été sollicitée dans le contexte de l'initiative parlementaire (15.472. Droit de la révision. Concrétiser le contrôle restreint pour protéger nos PME) que notre présidente a déposée à la session d'été 2015. Cette initiative a pour but de stopper la tendance consistant à relever continuellement les exigences posées au contrôle restreint et à aligner insidieusement celui-ci sur le contrôle ordinaire. Cette démarche politique se propose d'imposer des règles du jeu claires par des compléments à la loi simples mais précises. L'objectif: le contrôle restreint doit continuer à être simple et efficace pour les PME à l'avenir.



Sieben Jahre nach der Einführung der eingeschränkten Revision war die Überarbeitung und Ergänzung des SER 2007 fällig. Die eingeschränkte Revision hat sich in dieser Zeit weiterentwickelt. Auch einige gesetzliche Rahmenbedingungen haben sich geändert – insbesondere die Schwellenwerterhöhung für die Bestimmung, ob überhaupt eine eingeschränkte Revision durchgeführt werden kann und das neue Rechnungslegungsrecht. Der SER 2015 wurde unter anderem mit zusätzlichen Themen ergänzt: Bestimmung von Qualitätsüberlegungen, besondere Prüfungshandlungen bei der Erstprüfung, Berücksichtigung von Fehlaussagen im Vorjahresabschluss sowie zusätzliche Berichtsmuster für modifizierte Prüfungsberichte.

Nouvelle norme sectorielle NCR 2015

Durant l'exercice, l'ISCOR a de surcroît clôturé les travaux sur la nouvelle norme relative au contrôle restreint. Le 1^{er} janvier 2016, les deux associations professionnelles FIDUCIAIRE|SUISSE et EXPERT-suisse ont lancé une norme commune, sous la désignation «NCR 2015». Cette nouvelle norme sectorielle, qui s'applique au contrôle restreint des comptes annuels pour les périodes se terminant le 31 décembre 2015 ou après, a caractère obligatoire pour l'ensemble des membres de l'association.

Sept ans après le lancement du contrôle restreint, il était temps que la NCR 2007 soit remaniée et complétée. Durant cette période, le contrôle restreint a évolué, certaines conditions-cadres légales ont également changé, en particulier la relève du seuil servant à déterminer si le contrôle restreint et le nouveau droit comptable est applicable. La NCR 2015 a été complété par des thèmes additionnels, notamment: détermination de réflexions concernant la qualité, procédures d'audit spéciales lors de la mission d'audit initiale, prise en compte des anomalies dans les comptes de l'exercice précédent ainsi que modèles de rapport pour les rapports d'audit modifiés.

Institut fiduciaire et droit

Lutte contre le financement du terrorisme – y compris dans les églises

Durant l'exercice 2015/2016, l'Institut fiduciaire et droit a étudié les nouvelles règles du GAIFI et élaboré des informations pour le secteur fiduciaire. Les modifications légales entrées en vigueur les 1^{er} juillet 2015 et 1^{er} janvier 2016 ont également pour objectif de lutter plus efficacement contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Une des nouveautés concerne l'obligation d'inscription au RC des fondations ecclésiastiques, dont l'application, en pratique, laisse toutefois à désirer. La première chose qui fait défaut est un tableau d'ensemble de la situation: personne ne sait combien de fondations ecclésiastiques existent en Suisse. Les estimations fluctuent entre 1000 et 2000. Autre inconnue: quelles sont, parmi ces fondations, celles qui financent quelque chose et quoi. Un très grand nombre des organes de fondation concernés n'a malheureusement pas connaissance de la nouvelle obligation d'inscription au RC. Ce qui s'explique en partie par le fait qu'il n'existe pas de possibilité de sanction tangible en cas de non-observation de cette prescription. Cette absence de transparence est très préoccupante dans une période de radicnalismes religieux croissants.

Institut Treuhand Und Recht

Bekämpfung der Terrorismusfinanzierung – auch in den Kirchen

Im Geschäftsjahr 2015/2016 hat sich das Institut Treuhand und Recht mit den neuen GAIFI-Regeln auseinandergesetzt und Informationen für die Treuhandbranche ausgearbeitet. Mit dem Ziel, Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung wirksamer zu bekämpfen, sind auf den 1. Juli 2015 und den 1. Januar 2016 gesetzliche Änderungen in Kraft getreten. Eine Neuerung betrifft die Registrierungspflicht von kirchlichen Stiftungen. Aber bei der Umsetzung in der Praxis hapert es. Es fehlt nur schon ein klarer Überblick. Wie viele kirchliche Stiftungen in der Schweiz existieren, weiß niemand. Die Schätzungen gehen von 1000 bis 2000. Auch welche dieser Stiftungen was finanziert, ist unklar. Bedauerlicherweise ist die neue Registrierungspflicht bei sehr vielen betroffenen Stiftungsorganen unbekannt. Dies nicht zuletzt, weil es keine griffige Sanktionsmöglichkeit bei Nichtbefolgung dieser Vorschrift gibt. Dieser Mangel an Transparenz ist in Zeiten wachsender religiöser Radikalismen sehr bedenklich.

Vielfältige Projekte mit dem Blick voraus

Im Rahmen von drei Sitzungen wurden im Berichtsjahr Ideen und Projekte vorangetrieben, die für die Weiterentwicklung der Branche von Bedeutung sind. Einen Schwerpunkt bildet eine Onlineplattform, die Kennzahlen und Schlüsselinformationen aus den Bereichen Gesellschaftsrecht, Handelsregister, Buchführung und Revision zugänglich machen soll. Ziel dieser Plattform ist, der Branche ein Arbeitsinstrument zu bieten, das die tägliche Arbeit eines Treuhänders unterstützt. Als zweiten Schwerpunkt hat das Institut den Projektantrag für ein Smart Trust Cockpit für die Treuhandbranche erarbeitet. Ziel ist, ein integrales, kundenbezogenes Monitoring-Tool für kleine und mittlere Treuhandbetriebe zu entwickeln, welches den Mandatsverantwortlichen in seiner täglichen Arbeit unterstützt. Darüber hinaus befasst sich das Institut auch mit den Auswirkungen der Digitalisierung. Welche Veränderungen kommen auf den Berufsstand zu? Welche Chancen bieten sich in der Ausbildung? Solche vorausschauenden Überlegungen sind angezeigt, denn die technische Entwicklung und die Automatisierung machen auch vor der Treuhandbranche nicht Halt.

Beat Strasser, Leiter Ressort Fachfragen

Multiples projets d'avenir

Durant l'exercice, trois réunions ont été consacrées à l'avancement des idées et projets essentiels pour le développement du secteur. Une des priorités est la mise en place d'une plate-forme en ligne qui fournit des indicateurs et des informations clés dans les domaines du droit des sociétés, du registre du commerce, de la comptabilité et de la révision. Cette plate-forme a pour vocation d'offrir au secteur un outil de travail pour aider l'expert fiduciaire dans son travail quotidien. Une deuxième priorité de l'Institut est le «Smart Trust Cockpit» pour le secteur fiduciaire, dont il a élaboré la demande de projet. L'objectif est de développer un outil de surveillance intégral, orienté clients, pour les petites et moyennes entreprises fiduciaires, qui aide les responsables des mandats au quotidien. Par ailleurs, l'Institut étudie aussi les répercussions du numérique. À quels changements la profession doit-elle s'attendre? Quelles sont les opportunités qui s'ouvrent en matière de formation? Cette réflexion prospective s'impose car le développement technique et l'automatisation ne reculent pas non plus devant le secteur fiduciaire.

Beat Strasser, responsable ressort Questions techniques



POLITISCHER HANDLUNGSBEDARF BEI DER REVISION DER KMU-ABSCHLÜSSE

Für die Laien ist schwer auszumachen, weshalb die Branchenverbände in der Treuhand-Wirtschaft wohl einen gemeinsamen Standard zur eingeschränkten Revision herausgeben, aber bei der Entwicklung dieses Kontroll-Instrumentes gleichwohl nicht dieselbe Strategie verfolgen. Auf der einen Seite stehen die Bestrebungen, die Revisionsanforderungen möglichst entlang internationaler Standards festzulegen, während auf der anderen Seite die Kundennähe und die Praktikabilität in den Regionen im Vordergrund stehen. Die eingeschränkte Revision ist ein schweizerisches Unikat und wurde speziell dafür geschaffen, dass möglichst viele kleine und mittlere Betriebe in der Schweiz sich nicht nur für eine professionelle Revision entscheiden, sondern sich den damit verbundenen Aufwand auch leisten können und wollen.

In der Schweiz wurden im Jahr 2015 total 93 767 eingeschränkte Revisionen durchgeführt (gegenüber 13 849 ordentlichen Revisionen). Das ist volkswirtschaftlich und für die einzelnen Betriebe wertvoll, denn davon profitieren nicht zuletzt auch die 230 000 KMU welche eine der anderen gesetzlichen Pflichtprüfungen machen. Schliesslich geht es um deren eigene finanzielle Sicherheit, aber auch um jene für die Erhaltung der wichtigen Arbeitsplätze in der KMU-Wirtschaft.

Eingeschränkte Revision ist unklar geregelt
Was der Gesetzgeber ursprünglich wollte und was sich im Laufe der letzten Jahre, insbesondere aufgrund der Anordnungen der Aufsichtsbehörden, in Bezug auf die Anforderungen für die eingeschränkte Revision entwickelt hat, ist unbefriedigend. Zwar werden die Anforderungen an die Revision und die mit ihr betrauten Personen Schritt um Schritt jenen der ordentlichen Revision für börsenkotierte Unternehmen angeglichen. Damit steigen aber Aufwand und Kosten, ohne dass gegenüber der Leitung und den Aktionären der KMU eine qualifizierte Stellungnahme in der eingeschränkten Revision abgegeben werden darf.

Der Gesetzgeber regelt detailliert die ordentliche Revision, bleibt aber summarisch in Bezug auf die eingeschränkte Revisionstätigkeit. Das öffnet Spielraum für Interpretationen, welche – aller Erfahrung nach – vornehmlich den Fokus auf Grossunternehmen und internationale Standards richten und die effektiven Bedürfnisse der Schweizer Binnenwirtschaft ausklammern. Eine zeitnahe Revision des Aktienrechts im Bereich der eingeschränkten Revision ist notwendig. Sie allein kann die notwendige Klarheit für die KMU

der Schweiz und deren Revisorinnen und Revisoren bringen. Das bedeutet auch, dort, wo es einfach und ohne viel Aufwand möglich ist, die KMU administrativ zu entlasten.

KMU und KMU-Treuhänder: Negative Schlagzeilen sind rar

Es ist wohl ein Trugschluss, dass die ständige Erhöhung der Anforderungen im Revisionswesen auch mit den gewünschten Null-Fehler-Resultaten einhergehen würde. Gerade in der ordentlichen Revision wurden bezüglich Unabhängigkeit, Ausbildung und Expertenwissen aufgrund minimaler Dossierzahlen die Standards stark angehoben. Trotzdem sind die Problemfälle, die schliesslich ihren Niederschlag in den Medien finden, just bei diesen durchlegifierierten Unternehmen und Revisionsgesellschaften zu orten. Dem gegenüber sind entsprechende Berichte in der Schweizer KMU-Wirtschaft lediglich an einer Hand abzuzählen.

NÉCESSITÉ D'ACTION POLITIQUE POUR LE CONTRÔLE DES COMPTES ANNUELS DES PME

Il est difficile aux non-initiés de comprendre pourquoi les associations professionnelles du secteur fiduciaire éditent un référentiel commun sur le contrôle restreint, sans poursuivre cependant la même stratégie lors de l'élaboration de cet instrument. Cela correspond, d'un côté, aux efforts entrepris pour aligner le plus possible les exigences en matière de contrôle sur les normes internationales, alors que priorité est donnée, de l'autre côté, à la proximité avec le client et à la praticabilité dans les régions. Le contrôle restreint, une spécificité suisse, a été conçu dans le but à la fois d'inciter un maximum de PME nationales à recourir à un réviseur professionnel et de leur donner la possibilité et la volonté d'en assumer le coût.

En 2015, le nombre de contrôles restreints réalisés en Suisse a totalisé 93 767 (contre 13 849 contrôles ordinaires). L'économie en général tout comme les différentes entreprises en retirent un bénéfice, à commencer par les 230 000 PME qui s'acquittent de l'un des autres contrôles obligatoires prévus par la loi. Il s'agit en définitive d'assurer leur propre sécurité financière, mais aussi de contribuer à préserver les emplois importants au sein des PME.

Flou réglementaire autour du contrôle restreint

L'intention première du législateur et la manière dont les choses ont évolué au cours des dernières années, notamment suite aux directives des autorités de surveillance, en ce qui concerne les exigences relatives au contrôle restreint, est insatisfaisante. Tandis qu'on assiste à une harmonisation progressive des exigences applicables à ce contrôle et aux personnes chargées de l'effectuer avec celles du contrôle ordinaire pour les sociétés cotées en bourse, la charge de travail et les coûts augmentent sans qu'il soit possible, dans le cadre du contrôle restreint, de délivrer une opinion qualifiée vis-à-vis de la direction et des actionnaires des PME.

Le législateur règle en détail la procédure du contrôle ordinaire mais reste succinct au sujet de l'activité de contrôle restreint, ce qui ouvre le champ aux interprétations qui (à l'expérience) se focalisent de préférence sur les grandes entreprises et les normes internationales au détriment des besoins réels de l'économie helvétique. Une révision sans délai du droit des sociétés anonymes en matière de contrôle restreint s'impose. Elle seule pourra apporter aux PME suisses et à

leurs réviseurs la clarté nécessaire – y compris dans les cas où il est possible, simplement et à moindre effort, d'alléger la charge administrative des PME.

Les PME et experts fiduciaires pour les PME ont rarement mauvaise presse

Il est illusoire de croire que le durcissement continu des exigences en matière de contrôle irait aussi de pair avec la qualité «zéro erreur» visée au niveau des résultats. Pour ce qui est du contrôle ordinaire, les exigences d'indépendance, de formation et d'expertise ont été fortement relevées sur la base d'un nombre minimal de dossiers. Or, les affaires qui sont finalement relayées par la presse surviennent justement au sein de ces entreprises et sociétés de révision strictement encadrées par la législation. Chez les PME suisses en revanche, les cas rapportés se comptent sur les doigts d'une seule main.

BRANCHENENTWICKLUNG UND QUALITÄTSSICHERUNG (BQS)

Das Ressort «Branchenentwicklung» (BQS) nahm seine Arbeiten im Juni 2015 auf und befasste sich im Berichtsjahr 2015/16 intensiv mit den folgenden Themen, bei welchen die Arbeiten zum Teil noch nicht abgeschlossen werden konnten:

Statutenanpassung

Aufgrund der durchgeführten Überarbeitungen und Änderungen der Struktur und Organisation der Verbandsführung mussten die Statuten entsprechend den neuen Gegebenheiten angepasst und redigiert werden. Die neuen Statuten wurden an der letztjährigen Mitgliederversammlung einstimmig angenommen.

Organisationsreglement (OREG)

Nachträglich zur Statutenanpassung mussten folglich die neuen Bestimmungen und Regelungen mit dem bestehenden Organisationsreglement in Übereinstimmung gebracht werden. Der Verband verfügt nun über ein schlankes und effizientes Instrument, welches klar und übersichtlich die organisatorischen Strukturen und Abläufe aufzeigt und regelt.

Weiterbildungskontrolle

Das Weiterbildungsreglement verpflichtet unsere Mitglieder zur stetigen fachlichen Weiterbildung im Treuhandwesen. Die Überprüfung der Einhaltung dieser Verpflichtung im Umfang von durchschnittlich mindestens vier Tagen pro Jahr gehört in die Kompetenz der jeweils zuständigen Sektionen.

Die BQS hat mit klaren Terminvorgaben und einheitlichen Vorgehensempfehlungen die Sektionen so gut wie möglich in dieser Aufgabe unterstützt. Der BQS obliegt die Überwachung und Analyse dieser durchgeführten Weiterbildungskontrolle und deren abschliessenden Auswertung und Berichterstattung über die erreichten Erfüllungsquoten für die Jahre 2013 bis 2015.

Betriebsumfrage

Erstmals wurde unsere periodisch wiederkehrende Betriebsumfrage mit Unterstützung der Fachhochschule St. Gallen aufgegelistet. Die Festlegung der relevanten Fragen wurde im Ressort BQS erarbeitet und in Zusammenarbeit mit der Fachhochschule St. Gallen bereinigt, ergänzt und in elektronischer Form aufbereitet. Die Rücklaufquote war erfreulich hoch und die Auswertung der eingegangenen Meldungen wird demnächst vorliegen und den interessierten Kreisen zur Verfügung stehen.

ÉVOLUTION DE LA BRANCHE ET ASSURANCE QUALITÉ (BAQ)

Le ressort «Évolution de la branche» (BAQ) a commencé son activité en juin 2015. Au cours de l'exercice sous revue, il a traité de manière intensive des sujets suivants pour lesquels, dans certains cas, les travaux ne sont pas encore achevés:

Adaptation des statuts

Suite à la refonte des structures et de l'organisation de la direction de l'association, les statuts ont dû être remaniés et adaptés à la nouvelle situation. Les nouveaux statuts ont été adoptés à l'unanimité lors de l'Assemblée des membres de l'année dernière.

Règlement d'organisation

Le règlement d'organisation existant a ensuite été mis en conformité avec les nouvelles dispositions et réglementations statutaires. L'Union dispose désormais d'un instrument souple et efficace qui définit le fonctionnement des structures organisationnelles et règle les processus de façon claire et précise.

Contrôle de la formation continue

Le règlement sur la formation continue oblige nos membres à actualiser en permanence leurs connaissances dans le domaine fiduciaire. Il incombe aux sections concernées de vérifier si cette obligation de suivre au moins quatre jours de formation continue par an est respectée.

Le ressort BAQ s'est efforcé de soutenir dans toute la mesure du possible les sections dans cette tâche en leur fournissant un tableau des délais à tenir et des recommandations sur la façon de procéder. Il incombe au ressort BAQ de vérifier et d'analyser les contrôles effectués dans ce domaine, de procéder à une évaluation globale, et d'établir un rapport sur les taux de conformité des jours de formation continue pour les années 2013 à 2015.

Sondage sur l'entreprise

Notre sondage périodique sur l'entreprise a été effectué pour la première fois avec le soutien de la Haute école spécialisée de St-Gall. Les différentes questions ont été tout d'abord préparées par le ressort BAQ puis revues, complétées et mises sous forme électronique en collaboration avec la Haute école spécialisée de St-Gall. Un taux de réponse élevé a été enregistré, ce qui est réjouissant; l'évaluation des réponses retournées, qui sera bientôt disponible, sera distribuée aux cercles intéressés.



Neue Mitgliederstrukturen

Die BQS hat den Auftrag erhalten, die heutige Struktur und Zusammensetzung der Mitglieder zu analyseren und aufzuzeigen, wo allenfalls ein Optimierungspotential vorhanden ist. Weiter soll geklärt werden, ob im Vergleich unter den diversen Sektionen in der gesamten Schweiz unterschiedliche Mitgliederkategorien bestehen und ob noch zusätzliche Potenziale ausgeschöpft werden könnten, um weitere Mitglieder für unseren Verband zu gewinnen.

Nebst dem Ziel, weitere Mitglieder zu gewinnen, soll aber auch aufgezeigt werden, wie für das Mitglied noch mehr Nutzen aus der Verbandszugehörigkeit generiert werden kann. Die BQS arbeitet intensiv an dieser Aufgabe und wird mit ihren Ideen in Form einer Vernehmlassung auf die Sektionen zukommen, um deren Meinung dazu abzuholen.

Berufstitelkatalog

Nebst der Einhaltung der Weiterbildungsverpflichtung für die Zugehörigkeit als Aktivmitglied in unserem Verband ist die berufliche Qualifikation ein weiteres wesentliches Aufnahmekriterium in den Sektionen. Die Aufnahmebedingungen regeln die notwendigen Berufsausbildungen relativ klar und im Anhang sind die qualifizierenden Titel aufgeführt.

Im Zuge der aktuell in der Bildungslandschaft immer neu entstehenden Berufsausbildungen und Berufsbezeichnungen sowie auch der mehr und mehr hinzukommenden ausländischen Titel ist die BQS derzeit daran, diesen Katalog zu aktualisieren und zu ergänzen.

Marco Derungs, Leiter Ressort BQS

Nouvelle structure du sociétariat

Le ressort BQA a été chargé d'analyser la structure et la composition actuelle du sociétariat et de montrer si et où un potentiel d'optimisation éventuel existe. Il doit en outre déterminer si des catégories de membres différentes existent dans les diverses sections de l'ensemble de la Suisse et si d'autres possibilités d'acquisition de nouveaux membres pour notre Union pourraient encore être exploitées.

En plus, mis à part l'objectif d'acquérir de nouveaux membres, il s'agit d'examiner si l'appartenance à l'Union ne pourrait pas générer encore plus d'avantages pour les membres. Le ressort BAQ travaille de manière intensive à cette tâche et se propose de soumettre ses idées aux sections sous la forme d'une consultation pour leur demander leur avis.

Catalogue des titres professionnels

Outre le respect de l'obligation de formation continue, la qualification professionnelle est un autre critère d'admission important dans les sections pour pouvoir appartenir à notre Union en qualité de membre actif. Les Conditions d'admission règlent de façon relativement claire quelles sont les formations professionnelles requises et les titres qualifiants figurent dans l'annexe.

Au vu des nouvelles formations et désignations professionnelles qui apparaissent régulièrement dans le paysage actuel de la formation et des titres étrangers qui s'y ajoutent de plus en plus, le ressort BAQ s'emploie actuellement à mettre à jour et compléter ce catalogue.

Marco Derungs, responsable ressort
Évolution de la branche et AQ

LOBBYING UND POLITIK

Politischer Beirat TREUHAND|SUISSE

Im vergangenen Geschäftsjahr hatte der politische Beirat einen Wechsel in der Leitung zu verzeichnen. Rudolf Joder hat Ende 2015 sein Amt als Nationalrat aufgrund der Amtszeitbeschränkung niedergelegt und somit auch die Leitung des politischen Beirats. Diese liegt nun in den Händen von Daniela Schneeberger. Zudem durfte der politische Beirat Anfang 2016 zwei neue Mitglieder begrüßen: Barbara Steinemann, Treuhänderin und Juristin, sowie Sebastian Frehner, der seit 2009 als selbstständiger Unternehmer im Bereich Treuhand, Unternehmensberatung und Politconsulting tätig ist.

Neue Weisung «Anforderung an die Revisionsstelle» OAK BV

Im September 2015 publizierte die Oberaufsichtskommission Berufliche Vorsorge (OAK BV) eine neue Weisung «Anforderungen an die Revisionsstelle», welche für die Branche wichtige Änderungen mit sich gebracht hätte. Der politische Beirat unterstützte TREUHAND|SUISSE hierbei nicht nur bei der Ausarbeitung der Stellungnahme, sondern nutzte die Gelegenheit über seine Mitglieder Ruedi Lustenberger und Daniela Schneeberger, in der Herbstsession 2015 während der Fragestunde mit Bundesrat Alain Berset direkt Fragen zu platzieren.



LOBBYING ET POLITIQUE

Conseil politique FIDUCIAIRE|SUISSE

Au cours de l'exercice sous revue, le Conseil politique a connu un changement au niveau de la direction. Fin 2015, Rudolf Joder s'est démis de son mandat de conseiller national en raison de la limitation de la durée de la fonction et, partant, de la direction du Conseil politique. Celle-ci est désormais entre les mains de Daniela Schneeberger. De plus, le Conseil politique a accueilli deux nouveaux membres, début 2016: Barbara Steinemann, experte fiduciaire et juriste ainsi que Sebastian Frehner, entrepreneur indépendant depuis 2009 dans le domaine de la fiducie, du conseil aux entreprises et de la consultation politique.

Nouvelle directive «Exigences posées à l'organe de révision» CHS-PP

En septembre 2015, la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle (CHS-PP) a publié une nouvelle directive «Exigences posées à l'organe de révision» qui prévoit d'importantes modifications pour le secteur. Le Conseil politique a non seulement appuyé FIDUCIAIRE|SUISSE dans l'élaboration de sa prise de position, mais il a également saisi l'occasion, par l'intermédiaire de ses membres Ruedi Lustenberger et Daniela Schneeberger, de poser directement des questions lors de la session d'automne 2015, durant la séance de questions avec le conseiller fédéral Alain Berset.

Par ailleurs, Daniela Schneeberger a pris l'initiative de s'adresser directement au président de la CHS-PP, Pierre Triponez, avant de lui adresser un courrier. La forte résistance à l'encontre de cette directive et la cohésion du secteur ont permis d'empêcher, provisoirement, son entrée en vigueur. Depuis l'été 2016, des pourparlers sur la façon d'appliquer la nouvelle directive à l'avantage du secteur sont en cours avec la CHS-PP.

Loi sur le travail/saisie du temps de travail

À l'initiative d'EXPERTSuisse, un groupe de travail a été créé pour discuter de la révision de la loi sur le travail (LTr). Les associations qui y sont représentées étaient toutes d'accord sur le fait qu'il existe un écart considérable entre les dispositions légales de la LTr et la réalité du monde du travail et qu'il est indispensable de s'atteler à la modernisation des conditions cadres relevant du droit du travail.

Daneben wurde Daniela Schneeberger aktiv, indem sie auf den Präsidenten der OAK BV, Pierre Triponez, direkt zuging und zusätzlich ein Schreiben an ihn richtete. Durch den grossen Widerstand und den Zusammenhalt der Branche konnte die Lancierung dieser Weisung mit Erfolg vorläufig verhindert werden. Seit dem Sommer 2016 werden mit der OAK BV Gespräche geführt, wie die neue Weisung branchenfreundlich umgesetzt werden kann.

Arbeitsgesetz / Zeiterfassung

Auf Initiative von EXPERTSuisse wurde eine Arbeitsgruppe zur Diskussion der Revision des Arbeitsgesetzes (ArG) ins Leben gerufen. Die in der Arbeitsgruppe vertretenen Verbände waren sich einig, dass in ihrer Branche eine erhebliche Diskrepanz zwischen den gesetzlichen Bestimmungen im ArG und der Realität der Arbeitswelt besteht und dass eine Modernisierung der arbeitsrechtlichen Rahmenbedingungen unbedingt in Angriff genommen werden muss.

Die Teilnehmer waren sich ebenfalls einig, dass der Vorschlag des Bundesrates zur Arbeitszeiterfassung gemäss Art. 46 des Arbeitsgesetzes nicht zu überzeugen vermag. Die Bindung an einen Gesamtarbeitsvertrag (GAV) wird als rechtsdogmatisch problematisch betrachtet und lässt sich in den in der Arbeitsgruppe vertretenen Branchen – mit Ausnahme der Bankenbranche – in der Praxis auch nicht sinnvoll umsetzen. Die Intentionen des Schweizerischen Arbeitgeberverbandes, auf Gesetzesebene eine Ausnahme im Zusammenhang mit der Arbeitszeiterfassung ohne GAV-Pflicht zu schaffen, wird daher zwar begrüßt, aber als nicht ausreichend erachtet. Die Befreiung von der Arbeitszeiterfassung ändert nichts an den nicht mehr zeitgemässen arbeitsrechtlichen Rahmenbedingungen.

Als Hauptproblem werden unisono die Bestimmungen über die wöchentliche Höchstarbeitszeit angesehen. Als Reaktion darauf haben sich betroffene Branchen in der «allianz denkplatz schweiz» zusammen geschlossen und entsprechende Vorschläge zur Anpassung im Arbeitsrecht auf den parlamentarischen Weg gebracht.
www.allianz-denkplatz-schweiz.ch



Les membres de ce groupe étaient également unanimous à trouver peu convaincante la proposition du Conseil fédéral relative à la saisie du temps de travail, conformément à l'art. 46 de la loi sur le travail. Son rattachement à une convention collective de travail (CCT) est jugé problématique sur le plan de la doctrine juridique et n'est pas non plus véritablement applicable en pratique dans les secteurs représentés dans le groupe, à l'exception du secteur bancaire. Le groupe salue donc les intentions de l'Union patronale suisse d'inscrire dans la loi une exception concernant la saisie du temps de travail sans obligation de CCT, mais les considère comme insuffisantes. La libération de l'obligation de saisir le temps de travail ne change rien aux conditions cadres relevant du droit du travail qui ne sont plus en phase avec notre temps.

De l'avis général, le principal problème concerne les dispositions sur la durée maximal du temps de travail hebdomadaire. En réaction, des secteurs concernés se sont regroupés au sein de l'«alliance réflexion suisse» et ont formulé des propositions d'adaptation correspondantes du droit du travail par la voie parlementaire.
www.alliance-reflexion-suisse.ch



Parlamentarische Initiative Schneeberger

Es ist der parlamentarischen Initiative Schneeberger zu verdanken, dass das Thema der eingeschränkten Revision auf die politische Agenda gesetzt wurde. Den Schweizer KMU soll zeitrahe ein Revisionsinstrument zur Verfügung gestellt werden, welches die KMU-Tauglichkeit erfüllt, das Prinzip «alles aus einer Hand» auch künftig hochhält und nicht etwa bei Kapitalerhöhungen oder anderen Spezialprüfungen dazu zwingt, eine zweite Revisionsgesellschaft zu beschäftigen. Schliesslich scheint es auch logisch und angemessen, dass eine Prüfung der Geschäftsabschlüsse in eine kurze, qualifizierende Aussage des Treuhänders bzw. Revisors münden sollte. Das liegt im Interesse der Kunden und geht mit der qualifizierten Arbeit des Revisors, auch bei der eingeschränkten Revision, konform.

Initiative parlementaire Schneeberger

C'est à l'initiative parlementaire Schneeberger que l'on doit la mise à l'agenda politique du thème du contrôle restreint. Celle-ci entend proposer rapidement aux PME nationales un instrument de contrôle sur mesure, qui continuera de mettre à l'honneur le concept «tout d'un seul tenant» et ne contraindra pas ces entreprises à faire intervenir une deuxième société de révision en cas d'augmentation de capital ou lors d'autres audits spéciaux. En définitive, il semble également logique et raisonnable qu'un contrôle des comptes annuels débouche sur une brève attestation qualifiée de l'expert fiduciaire ou du réviseur. Une telle attestation est dans l'intérêt des clients et en adéquation avec le travail qualifié du réviseur, y compris lors du contrôle restreint.

Es ist keine Frage, dass auch in der eingeschränkten Revision die Anforderungen an Ausbildung, Unabhängigkeit und Professionalität hochgehalten werden sollen. Dies sollte jedoch mit Augenmass und – mehr noch – mit Rücksicht auf die Bedürfnisse der kleinen und mittleren Unternehmen in der Schweiz geschehen, so wie dies der Gesetzgeber ursprünglich wollte und nun mithilfe entsprechender Justierungen im Gesetz festmachen sollte.

Die parlamentarische Initiative wurde im August 2016 in einer ersten Phase in der Rechtskommission des Nationalrates beraten und wird in der Winteression 2016 im Nationalrat traktandiert.

*Vanessa Jenni, Leiterin Ressort
Lobbying und Politik*

Il va sans dire que le contrôle restreint se doit, lui aussi, de respecter les exigences en matière de formation, d'indépendance et de professionnalisme. Toutefois, ce principe est à appliquer avec discernement et en tenant (d'autant plus) compte des besoins des petites et moyennes entreprises en Suisse, comme le voulait initialement le législateur et comme il conviendrait à présent de l'ancrer dans la loi en y apportant les révisions voulues.

Dans un premier temps, l'initiative parlementaire a été discutée à la Commission des affaires juridiques du Conseil national en août 2016 et sera à l'ordre du jour du Conseil National lors de la session d'hiver 2016.

*Vanessa Jenni, responsable ressort
Lobbying et Politique*



KOMMUNIKATION

Kommunikation ist nicht alles, aber ohne Kommunikation ist alles nichts.

Im Berichtsjahr wurden die Kommunikationsinstrumente und -plattformen von TREUHAND|SUISSE zusammen mit den Sektionen auf einen neuen inhaltlichen, grafischen und technischen Stand gebracht. Technisch sind insbesondere die Internetseiten des Zentralverbandes und der Sektionen von TREUHAND|SUISSE über die verschiedenen Themen und Dossiers vernetzt.

Der Verband verfügt für die interne und externe Information über folgende Kommunikations-Instrumente:

Aktualisierung

- *TREX, der Treuhandexperte:*
2-monatliche Erscheinung
- *NEWS|FLASH:* monatlich
- *POLIT|FLASH:*
4–5 Ausgaben (im Vorfeld der Sessionen)
- *IHRE|VORTEILE:*
Mitgliederwerbung direkt und für die Sektionen
- *WIN|WIN:* Präsentation des Verbandes
- *Mediendienst T|S:* periodisch nach Aktualität
- *Positionspapiere T|S:*
entlang der strategischen Planung T|S bzw. der politischen Aktualität der Dossiers

Im Laufe des Berichtsjahres wurden das Konzept und die Umsetzung der Präsenz von TREUHAND|SUISSE in den sozialen Medien weiter vorangetrieben.

Noch im laufenden Geschäftsjahr, mit Schwerpunkt aber im zweiten Semester 2016 werden die publizistischen Themen von TREUHAND|SUISSE mit jenen der Sektionen abgestimmt und im Rahmen einer Mehrjahresplanung gezielt über die verschiedenen Kommunikationskanäle bewirtschaftet. Es geht dabei darum, die für die Mitglieder relevanten Anliegen zeitgerecht und mit Nachdruck an die interessierte Öffentlichkeit zu transportieren und dort zu verankern.

COMMUNICATION

La communication n'est pas tout, mais on n'a rien sans communication!

Durant l'exercice sous revue, FIDUCIAIRE|SUISSE et les différentes sections ont modernisé les instruments et plates-formes de communication, sur les plans graphique et technique ainsi qu'en matière de contenus. Au plan technique, des liens externes au niveau des thèmes et dossiers relient les sites internet de l'Association centrale et des sections de FIDUCIAIRE|SUISSE.

L'association dispose des instruments de communication suivants pour l'information interne et externe:

Mise à jour

- *TREX, l'expert fiduciaire:*
publication chaque 2 mois
- *NEWS|FLASH:* mensuellement
- *POLIT|FLASH:* 4–5 éditions
(avant les sessions)
- *VOS|AVANTAGES:*
recrutement de membres, directement et pour les sections
- *WIN|WIN:* présentation de l'association
- *Médias F|S:*
périodiquement, en fonction de l'actualité
- *Prises de position F|S:*
en fonction de la planification stratégique F|S ou de l'actualité politique des dossiers

Durant l'exercice sous revue, la stratégie de présence dans les médias sociaux de FIDUCIAIRE|SUISSE et sa mise en œuvre ont été développées.

Dès l'exercice en cours, principalement au deuxième semestre 2016, les thèmes journalistiques de FIDUCIAIRE|SUISSE vont être harmonisés avec ceux des sections et gérés de manière ciblée par les différents canaux de communication, dans le cadre d'une planification pluriannuelle. Il s'agit en l'occurrence de communiquer explicitement et en temps utile les questions pertinentes pour les membres et de les ancrer dans l'opinion publique intéressée.

Mit Blick auf die aktuelle parlamentarische Initiative Schneeberger, welche die eingeschränkte Revision wieder zurück zur KMU-Tauglichkeit führen will, setzte der Verband hier – vor allem über die internen Kanäle – einen besonderen Schwerpunkt. Mit dem Wechsel ins neue Geschäftsjahr wird dieses Thema verstärkt nicht nur an die Politikerinnen und Politiker, sondern auch an unsere Kunden und an die Wirtschafts- und Branchenverbände herangestragen werden.

Einen dritten Schwerpunkt bilden die Grundlagenarbeiten für den Zentralverband wie auch für die Sektionen für den Fall eines ausserordentlichen Ereignisses. Die Schweiz ist ein Land mit wenig neuen Nachrichten. Trotzdem befinden sich die Medien in einem immer härteren Wettbewerb um Aufmerksamkeit. Vor diesem Hintergrund kann auch ein vergleichsweise wenig bedeutsames Ereignis – insbesondere im Bereich der Unternehmen und ihrer Treuhand- oder Revisionsstellen – medial zu einem eigentlichen Skandal hochgepusht werden. Hier will TREUHAND|SUISSE seinen Sektionen und den Mitgliedern Grundlagen zur Verfügung stellen, damit die notwendigen Massnahmen zur Eindämmung von Reputations- und Vertrauensverlusten für einzelne Mitarbeitende, Firmen oder auch Sektionen und die Branche als Ganzes getroffen werden können. Dabei ist sich TREUHAND|SUISSE bewusst, dass die KMU der Branche selten, wenn überhaupt, in die Schlagzeilen geraten. Trotzdem, Gouverner c'est prévoir.

Einen vierten Schwerpunkt bildet im Bereich der Kommunikation die Bereitstellung von Fakten, die einer ausreichenden Lagebeurteilung des kommunikativen Umfeldes sowie der Bedürfnisse und Anliegen der Mitglieder heute und mehr noch in der Zukunft gerecht werden können. In das Berichtsjahr fallen deshalb auch die Erhebungen bei den wichtigsten Zielgruppen in Politik und Wirtschaft sowie bei den Mitgliedern in allen Landesteilen. Diese wurden mit repräsentativem Charakter zusammen mit DemoSCOPE und intern über eine Mitgliederbefragung zusammen mit der Fachhochschule St. Gallen erhoben. Deren Auswertungen dürfen bis Ende des zweiten Semesters 2016 vorliegen und nicht zuletzt dazu dienen, die Kommunikationsstrategie des Zentralverbandes und der Sektionen entsprechend anzupassen und zu aktualisieren.

Die Bündelung der Interessen der Treuhand-Branche, allen voran der KMU, zählt zu den Kernaufgaben von TREUHAND|SUISSE.

Robert E. Gubler, Leiter Ressort Kommunikation

Au vu de l'actuelle initiative parlementaire Schneeberger, qui vise à restituer au contrôle restreint son caractère initial, spécifiquement adapté aux besoins des PME, l'association a particulièrement mis l'accent sur cette question, notamment pas le biais de ses canaux internes. Avec le passage au nouvel exercice, la communication sur ce thème va être renforcée, non seulement à l'attention des représentants politiques, mais aussi de nos clients et des associations économiques et sectorielles.

Une 3^{ème} priorité est le travail de base mené par l'Association centrale et les sections en prévision d'un événement exceptionnel. La Suisse est un pays où l'actualité est peu chargée, ce qui n'empêche pas les médias de se livrer une concurrence toujours plus exacerbée pour attirer l'attention. Un événement même relativement peu important, notamment dans le domaine des entreprises et de leurs sociétés fiduciaires ou d'audit, peut facilement devenir un véritable scandale selon le traitement qu'en font les médias. Pour parer à cette actualité, FIDUCIAIRE|SUISSE veut mettre à la disposition des sections et des membres des informations, qui leur permettront de prendre les mesures nécessaires pour atténuer les pertes de réputation et de confiance dont peuvent faire l'objet des collaborateurs individuels, des sociétés, des sections ou le secteur dans son ensemble. Si FIDUCIAIRE|SUISSE est tout à fait consciente du fait que les PME du secteur font rarement, voire jamais, la une de l'actualité, elle n'en applique pas moins ici la maxime «gouverner, c'est prévoir».

La 4^{ème} priorité de la communication est la collecte de faits permettant d'évaluer la situation de l'environnement communicationnel ainsi que les besoins des membres, aujourd'hui et encore plus à l'avenir. C'est dans cet esprit que des enquêtes ont été menées auprès des principaux groupes cibles de la politique et de l'économie ainsi qu'à l'avenir des membres dans toutes les régions. L'une, à caractère officiel, a été réalisée de concert avec DemoSCOPE, l'autre, en interne, sous forme d'un sondage auprès du personnel, en collaboration avec la Haute école spécialisée de St-Gall. L'évaluation de ces enquêtes, attendue pour la fin du deuxième semestre 2016, devrait notamment servir à adapter et à actualiser la stratégie de communication de l'Association centrale et des sections.

La mutualisation des intérêts du secteur fiduciaire, et avant tout ceux des PME, fait partie des principales missions de FIDUCIAIRE|SUISSE.

Robert E. Gubler, resp. ressort Communication



VERBAND
ASSOCIATION

ZENTRALVORSTAND

Die neuen Strukturen der Geschäftsleitung und die damit verbundene effizientere und präzisere Vorbereitung der Geschäfte hatten auch für das strategische Gremium von TREUHAND|SUISSE Folgen. So wurden zu Beginn des Geschäftsjahres, aufgrund der Strukturreform, die Statuten überarbeitet und zuhanden der Mitgliederversammlung verabschiedet. Somit konnte das angepasste Organisationsreglement an der Juni-Sitzung diskutiert und verabschiedet werden, womit die Strukturreform reglementarisch implementiert wurde.

Der Zentralvorstand hat im vergangenen Jahr auch einen Blick in die Zukunft der Treuhandbranche geworfen und sich auf strategischer Ebene mit dem Thema der Digitalisierung im Treuhandwesen befasst. Der Buchhaltung des 20. Jahrhunderts steht eine Revolution bevor. Arbeiten von sämtlichen Dienstleistungsanbietern werden in Zukunft digital und, wo es geht, auch automatisiert ausgeführt. Dies verändert die Treuhandbranche nachhaltig und Treuhänder und Treuhänderinnen kommen nicht umhin, das eigene Geschäftsmodell neu zu profilieren und ihre Geschäftsfelder auszuweiten. Denn selbst die beste Technologie kann Beratung und Know-how nicht ersetzen. Die Software-Programme können Erfolgsrechnungen und Bilanzen analysieren und bewerten. Zudem sind Warnsignale bezüglich Liquidität, Sicherheitsrisiken, Personalwesen, Abweichungen von Branchenkennzahlen usw. in den Programmen integral enthalten.

COMITÉ CENTRAL

Les nouvelles structures de la direction, et la préparation plus efficace et précise des affaires qui en est résultée, ont également eu des conséquences pour l'organe stratégique de FIDUCIAIRE|SUISSE. C'est ainsi qu'au début de l'exercice les statuts ont été mis en conformité avec la réforme des structures puis soumis pour approbation à l'assemblée des membres. Il a ainsi été possible de discuter et d'adopter la version remaniée du règlement d'organisation lors de la séance de juin et de mettre en place la réforme structurelle comme prévu par ce dernier.

L'année dernière, le Comité central s'est aussi préoccupé de l'avenir du secteur fiduciaire et a examiné la question de la numérisation dans ce domaine sur le plan stratégique. La comptabilité du 20^e siècle va connaître une révolution. Tous les prestataires de services travailleront à l'avenir de manière numérique et, lorsque c'est possible, également de manière automatisée. Cela implique des changements durables dans notre branche qui obligeront nos experts et expertes fiduciaires à revoir leur propre modèle d'affaires et à élargir leurs champs d'activité. Car aucune technologie, même la plus sophistiquée, ne peut remplacer le conseil et le savoir-faire. Les logiciels peuvent analyser et évaluer les bilans et comptes de résultat. Des signaux d'alerte concernant la liquidité, les risques de sécurité, les ressources humaines, les écarts par rapport aux ratios sectoriels, etc. sont en outre intégrés dans les programmes.



Der Treuhänder der Zukunft muss sich also Gedanken machen, wie er an das nötige Know-how kommt und dieses zu einem passenden Paket zusammenschnürt, das er dem Kunden anbieten kann. Die ganze Entwicklung wird mehr oder weniger zeitgleich durch die Bestrebungen im E-Government gefördert. Mit der steigenden Kompetenz der Behörden im Bereich der Digitalisierung werden diese auf Standards und Informations- und Meldeverfahren Einfluss nehmen und – direkt oder indirekt – die privaten Dienstleistungspartner einbinden und/oder beurteilen.

Wir werden also Neuland betreten und aus diesem Grund wird sich der Zentralverband zusammen mit einer Arbeitsgruppe bereits Anfang des neuen Geschäftsjahres in einem Workshop Gedanken zur strategischen Ausrichtung des Verbandes zum Thema Digitalisierung machen.

L'expert fiduciaire du futur devra donc réfléchir à la manière dont il acquerra le savoir-faire nécessaire et choisir un emballage approprié pour présenter ce savoir-faire au client. Toute cette évolution sera stimulée plus ou moins simultanément par les efforts déployés en matière de gouvernance électronique. En raison de leur compétence croissante dans le domaine de la numérisation, les autorités vont influer sur les normes et les procédures d'information et d'annonce et – de façon directe ou indirecte – entraver et/ou juger les prestataires de services privés.

Nous allons donc nous avancer sur un terrain nouveau; c'est la raison pour laquelle l'association centrale et un groupe de travail vont, dans la cadre d'un atelier organisé au début du nouvel exercice déjà, réfléchir à l'orientation stratégique de l'Union en matière de numérisation.

GESCHÄFTSLEITUNG

In neuer Konstellation hat sich die Geschäftsleitung im Geschäftsjahr 2015/2016 zu vier Sitzungen getroffen. Ganz im Sinne der schlankeren Strukturen benötigte sie insgesamt weniger Sitzungen zur Behandlung der laufenden Geschäfte und für die Aktualisierung und Vernetzung der verschiedenen Dossiers. Die durch die Reorganisation angestrebten Effekte bezüglich Effektivität und Effizienz haben sich erfreulicherweise eingestellt.

Dieser neue Ansatz machte es unserer Präsidentin Daniela Schneeberger einfacher im Rahmen der Geschäftsleitungssitzungen und mit den fallweise zugezogenen Spezialisten der Institute, in den politischen wie auch in den organisatorischen Geschäften im Sinne der Verbandsziele voran zu kommen und zeitnahe Resultate festmachen zu können. Als sehr wertvoll wird die Besetzung des Vizepräsidiums durch Olivier Moullet, einem Vertreter der Romandie, empfunden.

Aus Sicht der Geschäftsleitung prägte ein Thema das letzte Verbandsjahr besonders stark: Die Eingeschränkte Revision. Dies beinhaltete zum einen die diversen Arbeiten und Gespräche rund um die Publikation des Schweizer Standards zur Eingeschränkten Revision 2015 in der Branche und andererseits die Begleitung der parlamentarischen Initiative von Daniela Schneeberger.

Für den Verband gilt als weiteres wichtiges Ziel die Weiterbildung in der Romandie wieder aufzubauen, was in enger Zusammenarbeit mit den Sektionen in der Romandie und insbesondere mit dem Centre Patronal für den Fachausweis Treuhand wie auch den Treuhandexperten gut gelungen ist. Schliesslich wurden die verschiedenen ressortspezifischen Projekte diskutiert, analysiert und zum Teil zuhanden des Zentralvorstandes finalisiert.

Im Namen der Geschäftsleitung von TREUHAND|SUISSE danken wir an dieser Stelle unseren Mitgliedern sowie den Behörden und Partnerorganisationen für die gute Zusammenarbeit und das uns entgegengebrachte Vertrauen in unsere Verbandsarbeit. Ein herzliches Dankeschön gilt auch allen Gremienmitgliedern sowie den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern von TREUHAND|SUISSE für ihr hohes und wertvolles Engagement im Verbandsjahr 2015/2016.

DIRECTION

Dans sa nouvelle constellation, la Direction s'est réunie lors de quatre séances au cours de l'exercice 2015/2016. L'allègement des structures lui a permis, au total, de tenir moins de séances pour traiter les affaires courantes et pour actualiser et coordonner les différents dossiers. La réorganisation a heureusement produit les effets recherchés sur le plan de l'efficacité et de l'efficience.

Ce nouveau concept a permis à notre présidente Daniela Schneeberger – dans le cadre des séances de direction et en faisant appel de cas en cas aux spécialistes des instituts – à faire avancer les affaires politiques comme les questions d'organisation conformément aux objectifs de l'Union, et à obtenir rapidement des résultats. La décision de confier la présidence à Olivier Moullet, un représentant de la Suisse romande, s'est avérée particulièrement judicieuse.

Du point de vue de la Direction, un sujet a plus spécifiquement marqué le dernier exercice de l'Union: le contrôle restreint. Cela comprend, d'une part, les différents travaux et entretiens en rapport avec la publication de la Norme suisse relative au contrôle restreint 2015 dans la branche et, d'autre part, le suivi de l'initiative parlementaire de Daniela Schneeberger.

Le rétablissement de la formation continue en Suisse romande constitue un autre objectif important de l'Union; ce dernier a été atteint en étroite collaboration avec les sections de Suisse romande, et en particulier avec le Centre Patronal tant en ce qui concerne le brevet fédéral d'agent fiduciaire et le programme de formation d'expert comptable. Enfin, différents projets spécifiques aux ressorts ont été discutés analysés et, en partie, transmis à l'attention du Comité central.

Au nom de la Direction de FIDUCIAIRE|SUISSE, nous adressons nos vifs remerciements à nos membres, ainsi qu'aux autorités et aux organisations partenaires, pour leur agréable collaboration et la confiance qu'ils nous ont témoignée dans notre activité au sein de l'association. Nous remercions aussi chaleureusement tous les membres des comités ainsi que les collaboratrices et collaborateurs de FIDUCIAIRE|SUISSE pour leur précieux engagement et leur assiduité tout au long de l'exercice 2015 /2016.



GESCHÄFTSSTELLE

Täglich für Sie im Einsatz

Das gesamte Team der TREUHAND|SUISSE-Geschäftsstelle erbringt mit viel produktiver Energie und Spass an der Arbeit eine Vielzahl an Dienstleistungen für die Sektionen, Gremien und natürlich die einzelnen Mitglieder. Im vergangenen Jahr war viel los.

Im September 2015 hat die Geschäftsstelle einen Mitglieder-Informationsanlass zum SER 2015 in Bern organisiert. Transparent und direkt sind unsere Mitglieder aus erster Hand und persönlich über Aktualitäten in Sachen Standard zur Eingeschränkten Revision informiert worden. Zur gleichen Zeit führte die neue Weisung der Oberaufsichtskommission Berufliche Vorsorge (OAK BV) zu einem eigentlichen Weckruf in der gesamten Treuhandbranche. Unsere Mitglieder haben sich engagiert und die Geschäftsstelle mit sehr wertvollen und hilfreichen Inputs versorgt. Ganz nach dem Motto «gemeinsam sind wir stark» konnten wir mit unseren Mitgliedern und der ganzen Branche die Weisung bachab schicken.

Im November 2015 war es schliesslich soweit: die beiden Verbände EXPERTsuisse und TREUHAND|SUISSE haben einen gemeinsamen Standard zur Eingeschränkten Revision herausgegeben. In diesem Zusammenhang hat die Geschäftsstelle die Informationen und den Versand an die Mitglieder koordiniert. Am 24. November konnte ebenfalls gefeiert werden: Die neuen Internetseiten des Zentralverbandes und der zwölf Sektionen gingen online! Die Geschäftsstelle hat hier nicht nur das Abfassen und Einpflegen der Texte des Zentralverbandes und zum Teil von einigen Sektionsseiten vorgenommen, sondern war, zusammen mit einzelnen Sektionen, für die Koordination der Testphasen verantwortlich. Mit dem neuen Auftritt präsentierte sich TREUHAND|SUISSE in moderner Optik und optimaler Funktionalität.

Zum Jahresbeginn 2016 erhielt auch unser NEWS|FLASH ein neues, an das Verbands-CI/CD angelehntes Layout und erscheint nun jeweils in der Mitte des Monats am Freitag. Im Februar konnte sich der Zentralverband mit den .swiss-Domainnamen treuhandsuisse.swiss, fiduciairesuisse.swiss und fiduciarisuisse.swiss einen zusätzlichen Gewinn an Swissness sichern. Als besonderes «Zuckerchen» haben wir Ende dieses Geschäftsjahres nun auch die Zusage für die sehr begehrten Domainnamen treuhand.swiss, fiduciaire.swiss und fiduciari.swiss erhalten!



BUREAU EXÉCUTIF

Chaque jour à votre service

Toute l'équipe du Bureau exécutif de FIDUCIAIRE|SUISSE s'emploie, avec énormément d'énergie et de plaisir au travail, à fournir de nombreuses prestations aux sections, aux comités et, bien évidemment, aux membres. L'année dernière a été très chargée.

En septembre 2015, le Bureau exécutif a organisé à Berne une réunion d'information sur la NCR 2015 à l'intention de nos membres. A cette occasion, ceux-ci ont reçu de première main et personnellement des informations pertinentes sur la norme relative au contrôle restreint. Au même moment, la nouvelle directive de la Commission de haute surveillance de la prévoyance professionnelle (CHS PP) a déclenché un véritable tollé dans l'ensemble du secteur fiduciaire. Nos membres se sont mobilisés et ont fourni d'utiles et précieuses contributions au Bureau exécutif. Selon la devise «ensemble nous sommes forts», nous sommes parvenus, avec le soutien de nos membres et de l'ensemble de la profession, à rejeter cette directive.

Puis, en novembre 2015, les deux associations EXPERTsuise et FIDUCIAIRE|SUISSE parvinrent en définitive à publier une norme commune portant sur le contrôle restreint. Dans ce contexte, le Bureau exécutif a assuré la coordination des informations et de l'expédition aux membres. Le 24 novembre 2015 restera aussi une date mémorable: ce jour-là, les sites de l'association centrale et des sections ont été mis en ligne! A ce sujet, le Bureau exécutif a non seulement rédigé et saisi dans le système les textes de l'association centrale et de quelques unes des sections, mais a encore assumer la responsabilité et la coordination des phases de test, d'entente avec certaines sections. Cette nouvelle présentation donne de FIDUCIAIRE|SUISSE une image moderne et lui confère une fonctionnalité optimale.

Aus- und Weiterbildung werden bei TREUHAND|SUISSE gross geschrieben und zwar auch jenseits der Sprachgrenzen. Zusammen mit dem Centre Patronal ist es TREUHAND|SUISSE gelungen, den TREX-Lehrgang erfolgreich in der Romandie zu lancieren – ein wichtiger Meilenstein im abgeschlossenen Geschäftsjahr.

In Zusammenarbeit mit DemoSCOPE konnte im April der erste Teil einer umfassenden Marktforschung gestartet werden. Dieser beinhaltete eine bevölkerungsrepräsentative Umfrage zu Bekanntheit und Image des Treuhand-Berufs und der Erfahrungen mit Treuhändern in der Bevölkerung (Deutsch- und Westschweiz). Die Geschäftsstelle hat in diesem Projekt die Federführung und Koordination unter den verschiedenen Beteiligten sowie den Ressorts wahrgenommen. Zusammen mit dem Ressort Branchenentwicklung und Qualitätssicherung (BQS) organisierte die Geschäftsstelle zudem die alle fünf Jahre durchgeführte Betriebs- und Salärumfrage bei den Verbandsmitgliedern. Mit dieser schweizweiten Umfrage, welche im Mai dieses Jahres das erste Mal zusammen mit der Fachhochschule St. Gallen online durchgeführt wurde, wollte TREUHAND|SUISSE nicht nur mehr über die Mitgliederstruktur erfahren, sondern will seine Mitglieder in Zukunft vermehrt bei ihrer beruflichen Tätigkeit unterstützen können. Die Resultate dienen zum einen dazu, unsere Strategie zu überprüfen und anzupassen und zum anderen, neue oder veränderte Bedürfnisse der Mitglieder aufzudecken und so den Mitgliedernutzen weiter zu erhöhen. Je besser wir die Mitglieder und deren Strukturen und Bedürfnisse kennen, desto besser können wir sie unterstützen.

Im Juni konnten sowohl die Bevölkerungsumfrage wie auch die Betriebs- und Salärumfrage abgeschlossen werden. Die Geschäftsstelle möchte sich für die gute Zusammenarbeit und die rege Teilnahme ganz herzlich bedanken.

Vanessa Jenni, Geschäftsführerin und Projektleiterin



Au début de 2016, notre NEWS|FLASH a elle aussi fait l'objet d'une nouvelle présentation conçue sur le modèle CI/CD de l'Union; elle paraît désormais au milieu du mois, le vendredi. En février, l'association centrale a réussi à gagner encore en Swissness grâce aux noms de domaine treuhandsuisse.swiss, fiduciairesuisse.swiss et fiduciarisuisse.swiss. Et, cerise sur le gâteau, à la fin de cet exercice nous avons également obtenu l'autorisation pour les noms de domaine très convoités que sont treuhand.swiss, fiduciaire.swiss et fiduciari.swiss.

FIDUCIAIRE|SUISSE attache également une grande importance tant à la formation de base qu'à la formation continue, et cela de part et d'autre des frontières linguistiques. De concert avec le Centre Patronal, FIDUCIAIRE|SUISSE est ainsi parvenue à lancer avec succès le programme de formation TREX en Suisse romande – une étape cruciale réalisée au cours du dernier exercice.

En collaboration avec DemoSCOPE nous avons lancé en avril la première partie d'une vaste étude de marché. Celle-ci comprend une enquête représentative sur la notoriété et l'image de la profession fiduciaire et sur les expériences de la population avec les experts fiduciaires (en Suisse alémanique et en Suisse romande). Le Bureau exécutif a assuré la conduite de ce projet ainsi que la coordination entre les différents participants et ressorts. En collaboration avec le ressort Évolution de la branche et assurance qualité (BAQ), le Bureau exécutif a en outre organisé le sondage sur l'entreprise et les salaires que l'association effectue tous les cinq ans auprès des membres. Au moyen de ce sondage réalisé en ligne au mois de mai de cette année – pour la première fois en collaboration avec la Haute école spécialisée de St-Gall – FIDUCIAIRE|SUISSE n'entendait pas être uniquement renseignée sur la structure de ses membres. Les résultats servent, d'une part, à vérifier et adapter notre stratégie et, d'autre part, à déceler les besoins, nouveaux ou différents, de nos membres, et à améliorer ainsi les prestations que nous leur fournissons. Mieux les structures et les besoins de nos membres nous seront connus, mieux nous pourrons les soutenir.

L'enquête auprès de la population et le sondage sur l'entreprise et les salaires ont été finalisés en juin. Le Bureau exécutif exprime sa vive gratitude tant pour l'excellente collaboration que pour la participation active qu'il a obtenue.

Vanessa Jenni, secrétaire générale et responsable de projet

STANDESKOMMISSION

Geschätzte Treuhänderinnen und Treuhänder

Dies ist mein letzter Jahresbericht zuhanden der Mitgliederversammlung. Gestatten Sie mir einen Rückblick auf die formell neun, materiell zehn Jahre meiner Tätigkeit. Effektiv wurde ich erst im November 2007 in die Standeskommision gewählt, das macht neun Jahre Dienstalter. Allerdings – und das bestätigt auch die Statistik – habe ich die Pendenzen aus dem Vorjahr übernommen, weshalb die Arbeit von zehn Jahren zu bewältigen war.

Aus diesem Grund eine Übersicht über die Arbeit der vergangenen zehn Jahre. Nun sagt man immer, dass man keiner Statistik trauen soll, außer man habe sie selber gefälscht. Ich habe in der Vergangenheit Bagatelfälle separat erfasst, in dieser zusammenfassenden Statistik werden sie unterschiedslos als Eingänge erfasst.

COMMISSION DE DÉONTOLOGIE

Madame, Monsieur, Chers experts fiduciaires,

C'est là le dernier rapport annuel que j'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée des membres. Permettez-moi de revenir sur les dix (officiellement neuf) années de mon activité. De fait, je n'ai été élu à la Commission de déontologie qu'en novembre 2007, ce qui équivaut à neuf années de service. Mais comme j'ai pris en charge les dossiers en suspens de l'année précédente, ce que confirment aussi les statistiques, c'est bien le travail de dix années qui a dû être assumé.

C'est la raison pour laquelle j'ai établi un récapitulatif du travail réalisé dans les dix dernières années. On dit souvent qu'on ne doit pas croire aux statistiques à moins de les avoir soi-même falsifiées. Dans le passé, j'ai recensé les cas insignifiants à part. Pour les besoins de la présente synthèse, ils figurent sans distinction dans les entrées.

	Vorjahr Exercice précédent.	neu nouveau	erledigt réglé	pendent en suspens	Busse/Verweis Amendes/ blâme	Ausschluss Exclusion	SRO OAR
30.6.2007		8	0	8			
30.6.2008	8	5	9	4	–		
30.6.2009	4	6	7	3	–		
30.6.2010	3	7	4	6	1 B/A		
30.6.2011	6	9	13	2	2 B/B		
30.6.2012	2	10	9	3	–		
30.6.2013	3	13	6	10	1 B/B	1 A/E	2 R
30.6.2014	10	21	25	6	1 V/B, 2 B/A	1 A/E	
30.6.2015	6	10	9	7			1 R
30.6.2016	7	10	11	6			
Total		99	93				
Durchschnitt pro Jahr Moyenne par an	9,9	9,3					

Zusammengefasst wurden achtmal Sanktionen ausgesprochen (wobei ein Ausschluss immer in Verbindung mit einer Busse erfolgt). Im Ergebnis führten die 93 erledigten Beschwerden demnach in sechs Fällen oder 6,5% zu einer Sanktion. Die grosse Mehrheit der Beschwerden blieb somit folgenlos, allerdings – so viel sei verraten – nicht immer diskussionslos. Das betroffene Mitglied konnte diesfalls der Begründung entnehmen, dass sein Verhalten zu wünschen übrig liess.

Au total, des sanctions ont été prononcées à huit reprises (une exclusion étant toujours associée à un blâme). Les 93 plaintes réglées ont donc entraîné une sanction dans six cas, ce qui correspond à un taux de 6,5%. La grande majorité des plaintes est ainsi restée sans suite, mais – pour ne rien vous cacher – pas toujours sans discussion. Dans ce cas, le membre concerné a pu induire des raisons invoquées que son comportement laissait à désirer.



Für die Zukunft wünsche ich mir eine auf vier Mitglieder und Präsident reduzierte Standeskommision. Weder die Statuten noch das Reglement enthalten zur Anzahl der Mitglieder eine Vorgabe. Die Landesteile und -sprachen sind damit genügend repräsentiert, auch die Effizienz wird darunter nicht leiden. Die Reglemente werden ebenfalls noch einmal überprüft werden müssen. Sie geben keine Antwort darauf, wer zu bestrafen ist, wenn ein leitendes Organ, welches gegen die Standesregeln verstossen hat, die Firmenmitgliedschaft wechselt.

Zum letzten Mal darf ich mich auch bedanken. Ich danke den Mitgliedern der Standeskommision für ihre loyale und manchmal auch zeitintensive Mitarbeit. Besonders bedanken möchte ich mich bei den heute amtierenden Mitgliedern für ihre langjährige Treue. Mein Dank geht auch an die Präsidentin, Frau Daniela Schneeberger und ihre Vorgänger. Stets angenehm war der Kontakt mit den Mitarbeiterinnen und den Mitarbeitern im Zentralverband, die in der letzten Zeit eingetretene Stabilität wusste ich besonders zu schätzen. Ich danke auch Ihnen (gemeint sind die Anwesenden) für das mir immer entgegengebrachte Vertrauen und für viele gesellige Stunden.

Hans Peter Derksen, Präsident Standeskommision

Je souhaiterais que la Commission de déontologie soit à l'avenir réduite à quatre membres et un président. Ni les statuts, ni le règlement ne contiennent de précisions quant au nombre de membres. Les différentes régions et langues seront ainsi suffisamment représentées et l'efficacité n'en souffrira pas non plus. La réglementation devra également faire l'objet d'un nouvel examen. Ils ne répondent pas à la question de savoir qui doit être sanctionné lorsqu'un organe de direction ayant contrevenu aux règles de déontologie passe au service d'une autre société membre.

C'est aussi la dernière fois que j'ai l'occasion d'exprimer mes remerciements. Je remercie les membres de la Commission de déontologie pour leur coopération loyale et parfois aussi chronophage. Je souhaite tout particulièrement remercier les membres aujourd'hui en exercice pour leur fidélité de longue date. Mes remerciements vont aussi à la Présidente, Mme Daniela Schneeberger, ainsi qu'à ses prédécesseurs. Les contacts avec les collaboratrices et collaborateurs à l'Association centrale ont toujours été agréables et j'ai particulièrement apprécié la stabilité qui y règne ces derniers temps. Enfin, je tiens à vous (l'auditoire) remercier de la confiance que vous m'avez toujours témoignée et des nombreuses heures conviviales passées ensemble.

Hans Peter Derksen, Président Commission de déontologie

SELBSTREGULIERUNGS-ORGANISATION (SRO)

Die SRO zählt per 30. Juni 2016 insgesamt 487 Mitglieder. Im Vergleich zum letzten Geschäftsjahr hat sich der Mitgliederbestand infolge der neuen GwV (Geldwäschereiverordnung) und der RAV (Revisionsaufsichtsverordnung) stark reduziert. Seit dem 1. Januar 2016 kann ein FI infolge der Unvereinbarkeitsregelung keine Prüftätigkeit mehr vornehmen. Zudem kann ein Prüfer nur akkreditiert werden, wenn er als solcher keine Finanzintermediation betreibt. Die seit 1.1.2016 in Kraft getretene GwV, welche die alte VBF (Bagatellverordnung) ersetzt, hat sodann den Schwellenwert für die Berufsmässigkeit auf CHF 50 000.– Bruttoeinnahmen aus GwG-Mandaten hinaufgesetzt. Aufgrund dieser beiden neuen Bestimmungen haben eine grosse Anzahl angeschlossene FI ihre Mitgliedschaft gekündigt.

Unabhängigkeit der SRO

Die Regelwerke der SRO wurden aufgrund des seit dem 1. Januar 2016 in Kraft stehenden rev. GwG, der GwV (ex VBF) und der revidierten FINMA-GwV (Verordnung der Eidgenössischen Finanzmarktaufsicht über die Verhinderung von Geldwäscherei und Terrorismusfinanzierung) entsprechend angepasst und revidiert. Im Rahmen dieser Anpassungen wurde der SRO die Kompetenz erteilt, branchenähnliche Mitglieder aufzunehmen sowie ein eigenes Schiedsgericht und eine Schiedsordnung zu verfassen. In der Zwischenzeit sind sämtliche Regelwerke revidiert und an die neuen Gesetze angepasst worden.



ORGANISME D'AUTORÉGULATION (OAR)

Au 30 juin 2016, l'OAR comptait 487 membres au total. Par rapport au dernier exercice, le nombre de membres a fortement diminué, suite à la nouvelle OBA (ordonnance sur le blanchiment d'argent) et à l'OSRev (ordonnance sur la surveillance de la révision). Depuis le 1^{er} janvier 2016, un IF ne peut plus exercer d'activité d'audit, en raison du règlement sur l'incompatibilité. De plus, un auditeur ne peut être accrédité que s'il n'exerce pas une activité d'intermédiation financière. Entrée en vigueur le 1.1.2016 et remplaçant l'ancienne OIF («ordonnance bagatelle»), l'OBA a relevé à CHF 50 000,00 bruts le seuil des revenus tirés de l'exécution de mandats de LBA à titre professionnel. En raison de ces deux nouvelles dispositions, un grand nombre d'IF membres ont résilié leur affiliation.

Indépendance de l'OAR

Les règlements de l'OAR ont été modifiés et révisés sur la base de la version révisée de l'OBA entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016, de l'OBA (ancienne OIF), ainsi que de la version révisée de la FINMA-OBA (ordonnance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans le secteur financier). Dans le cadre de ces modifications, l'OAR s'est vue habilitée à accepter des membres de secteurs similaires, à nommer son propre tribunal arbitral et à rédiger un règlement d'arbitrage. L'ensemble des règlements a maintenant été révisé et modifié pour tenir compte des nouvelles lois.

Dans le cadre de cette révision en profondeur, le site internet a également fait l'objet d'une refonte pour répondre au plus près aux besoins de l'OAR. Grâce à cette amélioration technique, les IF peuvent désormais être contactés et informés directement par voie électronique. Le nouveau programme permet une saisie plus précise et plus différenciée des membres sur la base de leur activité, ce qui répond aux prescriptions/exigences internationales actuelles. Pour cela, il fallait aussi dissocier techniquement le site de celui de l'association.

Evaluation des pays par le GAFI

L'évaluation des pays a eu lieu au Bernerhof, à Berne, en mars après plusieurs entretiens préparatoires au SFI et à la FINMA. L'OAR a été interviewée par les évaluateuses françaises. La présidente de l'OAR, le directeur et le responsable nouvellement élu de l'organe de contrôle, Werner Pfäffli, ont été personnellement interrogés. Auparavant, le représentant des experts fiduciaires, Oliver Mullet, avait

Im Rahmen dieser grundlegenden Revision wurde auch die Webseite erneuert und für die SRO massgeschneidert. Mit dieser technischen Massnahme können die FI direkt elektronisch kontaktiert und informiert werden. Sodann können mit dem neuen Programm die Mitglieder aufgrund ihrer Tätigkeit besser und differenzierter erfasst werden, was den heutigen internationalen Vorgaben/Anforderungen entspricht. Dies setzte jedoch auch eine technische Entflechtung vom Verband voraus.

GAFI Länderprüfung

Diese fand im März in Bern im Bernerhof nach verschiedenen Vorbereitungsgesprächen beim SIF sowie bei der FINMA statt. Die SRO wurde seitens der französischen Evaluatoren interviewt. Die SRO-Präsidentin, der Direktor sowie der neu gewählte Chef Prüfstelle Werner Pfäffli wurden im Rahmen dieser Prüfung persönlich befragt. Zuvor wurde als Vertreter der Treuhänder Oliver Mullet vom gleichen Gremium befragt. Das Ergebnis ist noch offen und sollte im November 2016 publiziert werden.

FIDLEG/FINIG

Diese gesetzliche Vorlage ist umstritten und die SRO vertritt die Meinung, dass, um die Aufsicht über die Vermögensverwalter zu gewährleisten, die bestehenden SRO's entsprechend aufgerüstet werden können und es keiner neuen Aufsichtsorganisation bedarf. Die SRO, das SRO-Forum und TREUHAND|SUISSE arbeiten in dieser politischen Debatte sehr eng mit dem Schweizerischen Gewerbeverband (sgv) zusammen, da sie die gleichen Interessen verfolgen.

Aufnahme neuer Mitglieder, Vorträge und Seminare

Der erwähnte Mitgliederschwund war aufgrund der Gesetzesneuerungen vorhersehbar und die SRO hat die entsprechenden Massnahmen getroffen, indem die Statuten so angepasst wurden, dass branchenähnliche Mitglieder aufgenommen werden können. Die SRO ist bereits beim veb und SVIT vorstellig geworden und es haben bereits Gespräche stattgefunden. Die SRO wird auch beim veb entsprechende Vorträge halten, um deren Mitglieder auf allfällige Tätigkeiten zu sensibilisieren, welche als Finanzintermediation i.S. des GwG qualifiziert werden und zu einem Anschluss an eine SRO führen. Erfreulicherweise konnte festgestellt werden, dass im Laufe dieses Jahres ausserhalb des Geschäftsjahres neue Mitglieder gewonnen werden konnten und bereits veb-Mitglieder um eine Mitgliedschaft ersuchten.

Paolo Losinger,
Direktor SRO-TREUHAND|SUISSE



été interviewé par le même comité. Le résultat, qui n'est pas encore connu, devrait être communiqué en novembre 2016.

LSFin/LEFin

Ces projets de loi sont controversés: l'OAR est d'avis que pour assurer la surveillance des gérants de fortune, il suffirait de renforcer en conséquence les OAR existants et qu'une nouvelle organisation de surveillance n'est pas nécessaire. Dans ce débat politique, l'OAR, le Forum OAR, l'Association FIS et FIDUCIAIRE|SUISSE travaillent étroitement avec l'union suisse des arts et métiers (usam) étant donné qu'ils poursuivent les mêmes intérêts.

Adhésion de nouveaux membres, conférences et séminaires

La diminution du nombre de membres, déjà évoquée, était prévisible compte tenu des différentes révisions de textes de lois. L'OAR a pris des mesures correspondantes et modifié les statuts de sorte à pouvoir accepter l'adhésion de membres de secteurs similaires. L'OAR a pris contact avec la veb et la SVIT et des entretiens ont déjà eu lieu. L'OAR va également organiser des conférences en ce sens à la veb pour sensibiliser ses membres aux éventuelles activités qui pourraient être éligibles au statut d'intermédiation financière au sens de l'OBA et leur permettre d'adhérer à une OAR. Il est réjouissant de constater que nous avons pu gagner de nouveaux membres depuis le début de l'année et que des membres de la veb ont déjà fait une demande d'adhésion.

Paolo Losinger,
Directeur OAR-FIDUCIAIRE|SUISSE

BUSINESS | PARTNER

Durch die Partnerschaft von TREUHAND|SUISSE zu auserwählten Unternehmen können Sie als Mitglied direkt profitieren und auf diese Weise neue Produkte und Dienstleistungen kennen lernen.

En tant que membre, vous bénéficiez directement du partenariat de FIDUCIAIRE|SUISSE avec des entreprises sélectionnées et découvrez ainsi de nouveaux produits et services.

La partnership di FIDUCIARI|SUISSE con ditte prescelte permette a lei, in quanto nostro membro, di beneficiare direttamente di tutta una serie di vantaggi e di conoscere nuovi prodotti e servizi.

Die Partner von TREUHAND|SUISSE in alphabetischer Reihenfolge (berücksichtigt bis 1.9.2016)

Les partenaires de FIDUCIAIRE|SUISSE par ordre alphabétique (au 1.9.2016)

I partner di FIDUCIARI|SUISSE in ordine alfabetico (au 1.9.2016)



- D Das Schweizer Software-Unternehmen ABACUS Research AG entwickelt seit 30 Jahren erfolgreich betriebswirtschaftliche Standardlösungen für KMU.
- F L'entreprise suisse de logiciels ABACUS Research SA développe avec succès, depuis 30 ans, des solutions standard de gestion d'entreprise pour les PME.
- I ABACUS Research SA, ditta svizzera specializzata in software che sviluppa con successo da 30 anni soluzioni standardizzate di economia aziendale per PMI.



- D Die Mitglieder von TREUHAND|SUISSE erhalten einen Rabatt von 20% auf die Berufshaftpflichtversicherung – und zusätzlich 10% auf die Jahresprämie für die Organhaftpflichtversicherung (D&O) sowie die Vertrauensschadensversicherung.
- F Les membres de FIDUCIAIRE|SUISSE bénéficient d'un rabais de 20% sur l'assurance responsabilité civile professionnelle, auquel s'ajoute un rabais de 10% sur la prime annuelle de l'assurance responsabilité civile organes de société (D&O) et de l'assurance contre les abus de confiance.
- I I membri di FIDUCIARI|SUISSE hanno diritto a uno sconto del 20% sull'assicurazione di responsabilità civile professionale – e uno del 10% sul premio annuo dell'assicurazione responsabilità civile organi societari (D&O) e dell'assicurazione contro gli abusi di fiducia.



- D Die einfache Business-Software für Kleinunternehmen. Treuhänder erhalten einen kostenlosen Online-Zugang auf die Buchhaltungsdaten ihrer Mandanten. So arbeiten beide Parteien unkompliziert zusammen – direkt online in der Buchhaltungssoftware. www.bexio.com
- F Le logiciel de gestion convivial pour les petites entreprises. Accès gratuit en ligne des agents fiduciaires aux données comptables de leurs clients. Coopération facilitée pour les deux parties – directement en ligne avec le logiciel de comptabilité. www.bexio.com
- I Il più semplice Business Software per piccole imprese. Gli amministratori fiduciari godono dell'accesso gratuito ai dati contabili dei loro mandanti. In questo modo, entrambe le parti lavorano assieme senza problemi nel software per la gestione contabile. www.bexio.com



- D Die Antwort auf alle steuerrelevanten Fragestellungen – effizient, vielseitig, nachvollziehbar – professionelle Steuer- und Finanzplanung mit TaxWare schafft Mehrwert. Als Neukunde und Mitglied von TREUHAND|SUISSE profitieren Sie von einer kostenlosen Einführungsschulung.
- F La réponse à toutes les questions d'ordre fiscal – efficiente, polyvalente, compréhensible – la planification fiscale et financière avec TaxWare apporte une valeur ajoutée. En tant que nouveau client de FIDUCIAIRE|SUISSE, vous avez droit à une formation d'introduction gratuite.
- I La risposta – efficiente, polivalente e chiara – a tutti gli interrogativi rilevanti in materia tributaria. Con TaxWare, la pianificazione finanziaria e fiscale genera valore aggiunto. Ai nuovi clienti e membri di FIDUCIARI|SUISSE è offerto un corso introduttivo gratuito.



- D Die ERP-Software WinBIZ existiert seit mehr als 25 Jahren und ist Swiss Made zertifiziert. WinBIZ unterstützt mehr als 20000 Schweizer KMU und wird von 700 Treuhandpartnern eingesetzt. Die Module Buchhaltung, Fakturierung und Lohn verfolgen die technologischen und gesetzlichen Entwicklungen wie Swissdec und ISO20022.
- F Le logiciel WinBIZ existe depuis 25 ans et est certifié Swiss Made. WinBIZ aide plus de 20000 PMEs suisses et 700 fiduciaires partenaires. Les modules Comptabilité, Facturation et Salaires, en constante évolution, suivent les nouveautés technologiques et législatives, telles que Swissdec et ISO20022.
- I Il software WinBIZ esiste da oltre 25 anni ed è certificato Swiss Made. WinBIZ aiuta più di 20000 PMI svizzere ed è utilizzato da 700 partner fiduciari. I moduli Contabilità, Fatturazione e Salari sono in costante evoluzione e seguono le novità tecnologiche e legislative, come Swissdec e ISO20022.

TREUHAND | SUISSE
Schweizerischer Treuhänderverband
Monbijoustrasse 20, Postfach, 3001 Bern
Tel. +41 31 380 64 30, Fax +41 31 380 64 31
info@treuhandsuisse.ch, www.treuhandsuisse.ch

FIDUCIAIRE | SUISSE
Union Suisse des Fiduciaires
Monbijoustrasse 20, case postale, 3001 Berne
Tél. +41 31 380 64 30, Fax +41 31 380 64 31
info@fiduciairesuisse.ch, www.fiduciairesuisse.ch